

La Géorgie à l'heure du bilan après la guerre de 2008 : économie, territoire, démographie

A - Bilan économique

Après le séisme du 25 avril 2002³², qui a frappé Tbilissi et provoqué de coûteux dégâts, la communauté internationale s'intéresse un peu plus à ce pays dont l'économie peine à décoller, et pour cause : la prévarication fait rage et le jeune ministre de la Justice du Gouvernement Chevardnadze, Mikheil Saakachvili, démissionne le 5 septembre 2001, car il se sent incapable de lutter contre les vieilles habitudes mafieuses. Près de 75% de la population géorgienne vit toujours sous le seuil de pauvreté³³, tandis que les taux de chômage atteignent des sommets. Le FMI menace même de stopper son aide si le Gouvernement géorgien ne lutte pas plus efficacement contre la corruption et si un système plus sûr de collecte de l'impôt n'est pas mis en place³⁴. Investi Président de la république de Géorgie, le 25 janvier 2004, Mikheil Saakachvili invoque, dans son discours d'investiture au monastère de Guélati (fondé en 1106 par David, roi de Géorgie et d'Abkhazie), les mânes de la Grande Géorgie, tout en s'évertuant à rassurer les économistes étrangers : la relance de l'économie géorgienne sera sa priorité.

"Niveau de pauvreté comparé dans le Caucase" : voir carte p. 175

"Carte du chômage en Géorgie – comparaison avec les pays voisins" : voir carte p. 177

³² Spidermian ©armenews.com, 'Nouvelles d'Arménie en ligne', 2002
<http://www.armenews.com/article.php3?id_article=1779> [consulté le 13 septembre 2012].

³³ 'Poverty in the Caucasus Ecoregion | UNEP/GRID-Arendal - Maps & Graphics Library'
<http://www.grida.no/graphicslib/detail/poverty-in-the-caucasus-ecoregion_145a> [consulté le 4 octobre 2012].

³⁴ 80% de l'impôt sur les sociétés échapperaient ainsi, au début des années 2000, au fisc.

Mais tout n'est pas rose après la révolution du même nom : avant, le PIB par habitant de la Géorgie surclassait nettement celui de ses voisins azéris et arméniens, l'ensemble des habitants du Caucase étant extrêmement pauvre³⁵. Si c'est toujours le cas et que ces références régionales ne sont pas toujours des éléments de comparaison sûrs (le PNB azéri progresse, mais du fait d'une redistribution exécrable des richesses pétrolières, la pauvreté est omniprésente), il n'en demeure pas moins que la situation économique a subi un fort déclin en 2004, à cause des réorientations politiques. Au lieu de développer son industrie et son agriculture, la Géorgie a investi dans la banque, l'armée et les infrastructures, cela sans pour autant attirer de réels investisseurs, ce qui n'a pas favorisé la création d'entreprises et d'usines, productrices de richesses et d'emplois.

Cependant, faisant le jeu de *l'économie-monde*³⁶, la Géorgie attire. Dans son rapport *"Doing Business 2008"* (qui classe les pays suivant la facilité d'y créer et d'y faire prospérer une entreprise), la Banque Mondiale place la Géorgie au 18ème rang (la France au 31^e). En quatre ans le pays a bondi de 119 places. Au cours de la même période, le nombre d'entreprises a été multiplié par quatre. Il est intéressant de noter, à cet égard, le fait que, même après la *"Révolution des Roses"*,

*" le nouveau Gouvernement géorgien a entièrement soutenu l'entrée du capital russe dans l'économie géorgienne lors de la grande période de privatisation des entreprises publiques".*³⁷

1 - État économique à partir de 2008

a - Le prix de la guerre d'août 2008

Investissant massivement dans le secteur tertiaire, la Géorgie ne doit son salut économique qu'à la caution permanente de ses investisseurs : vivant à 80% sur ses

³⁵ Manana Kurtubadze, 'Poverty Levels in the Caucasus Ecoregion | UNEP/GRID-Arendal - Maps & Graphics Library', 2008 <http://www.grida.no/graphicslib/detail/poverty-levels-in-the-caucasus-ecoregion_14f9> [consulté le 4 octobre 2012].

³⁶ 'Économie-monde - Wikipédia' <<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie-monde>> [consulté le 13 septembre 2012].

³⁷ 'Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)' <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/09_Georgie.pdf> [consulté le 4 octobre 2012].

importations, la Géorgie subsiste grâce aux aides économiques occidentales dont ses voisins ne bénéficient pas. C'est pour cette raison principale que la guerre d'août 2008, loin d'affaiblir l'économie géorgienne, lui a, au contraire, permis d'aller de l'avant. Les deux milliards de dollars de coût réel de la guerre auraient laissé exsangue n'importe quel autre pays caucasien. A la même époque la vague de mécontentement de la population russe, conséquence de la crise économique, manquait de déstabiliser le tandem Medvedev-Poutine, alors que la Géorgie reste en bonne santé grâce aux Occidentaux.

Ainsi que le signale Pierre Razoux :

*"Plus d'un millier de bâtiments d'habitation ont été détruits, aggravant les problèmes déjà aigus de logement. L'infrastructure routière a souffert et le port de Poti a été saccagé. Au total, le coût de la guerre est estimé à plus de 2 milliards de dollars qui seront en grande partie couverts par une assistance financière exceptionnelle de l'Union Européenne et des États-Unis."*³⁸

b - Chiffrer l'après 2008³⁹

En 2008, le PIB de la Géorgie était de 13 milliards 280 millions de dollars bruts courants. Rapporté au nombre d'habitants, on obtient trois ans plus tard (2011) un PIB/habitant de 5400 \$, chiffre largement supérieur à la moyenne régionale, alors même que le taux de croissance réel a connu une chute libre à partir de 2008 : si en 2007 la croissance était encore de 12%, elle tombe à 2,1% en 2008 sous l'effet conjugué de la guerre et de la crise, avant d'être négative en 2009 (-3,1%).

Mais la Géorgie relève vite la tête : on constate une hausse de la production industrielle (2010 : 4%) et une baisse des dépenses militaires (900 millions de dollars aux environs de 2006-2008, 600 millions dans l'après guerre). La Géorgie du Président Saakachvili consacre désormais à la défense 1,9% de son PIB, permettent un taux de croissance stabilisé autour des 5-6% (2010 : 6,4%, 2011 : 5,5%), alors qu'elle ne participe que pour 0,01% aux exportations mondiales (2006). Si, jusque là, la majorité de ses exportations se faisait vers la Russie, tout comme la majorité de ses importations, la Géorgie a su

³⁸ Pierre Razoux, Histoire de la Géorgie, la clé du Caucase, Perrin, 2009 – p. 333

³⁹ 'GÉORGIE - statistiques-mondiales.com - Statistiques et carte'. <<http://www.statistiques-mondiales.com/georgie.htm>> [consulté le 13 septembre 2012].

diversifier ses sources, s'ouvrant en particulier à la Turquie, pointe de l'OTAN dans la région. La Turquie, son principal pays d'exportation (16,9% de ses exportations en 2008), est aussi son principal pays d'importation (14,9% en 2008).

La mise aux "normes occidentales", continuée après guerre, est soulignée par la part du PIB réservé à l'éducation (3,2%, 2009) et par la hausse de sa consommation énergétique qui se traduit par une hausse de la consommation d'électricité, grâce au renouvellement des infrastructures. La consommation d'énergie est évaluée à 0,49 TEP⁴⁰ (Tonne Équivalent Pétrole) par habitant en 2002, tandis qu'en 2008, la consommation d'électricité a grimpé à 1.901 kWh par habitants. Quant au taux d'inflation⁴¹, il "*se stabilise autour de 10% après avoir connu un taux à trois ou quatre chiffres pendant plusieurs années.*"⁴²

"Taux de croissance réelle du PIB de la Géorgie" : voir tableau p. 191

"Produit Intérieur Brut géorgien depuis 1990" : voir tableau p. 186

c - Le bilan des financements occidentaux

D'un point de vue général, il convient de préciser, que ce soit sous le règne du Président Saakachvili ou du Président Chevardnadze, que les investissements occidentaux se traduisent par des sommes extrêmement importantes. Environ 385 millions d'euros ont été dépensés par l'Union Européenne en Géorgie entre 1995 et 2000, sans compter les 200 millions d'euros de prêts consentis par la BERD⁴³. Car, dès 1995, le Président Chevardnadze appelle les pays occidentaux à l'aider à sortir de la crise profonde qui secoue la Géorgie post soviétique. Elle bénéficie aussitôt du programme européen TRACECA⁴⁴, qui vise à faciliter le transport de biens, passagers, matières premières et (surtout) hydrocarbures, le tout financé jusqu'en 2004 par l'Union Européenne ; dans la foulée, le programme TACIS⁴⁵ (*Technical*

⁴⁰ INSEE, 'Insee - Définitions et Méthodes - tonne d'équivalent pétrole' <<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/tonne-equivalent-petrole.htm>> [consulté le 13 septembre 2012].

⁴¹ 'GEORGIE - statistiques-mondiales.com - Statistiques et carte'. <http://www.statistiques-mondiales.com/georgie.htm> [consulté le 11 juin 2013]

⁴² Pierre Razoux, op. cit. p. 226

⁴³ 'European Bank for Reconstruction and Development [EBRD - Page d'accueil]' <<http://fr.ebrd.com/pages/homepage.shtml>> [consulté le 13 septembre 2012].

⁴⁴ 'The day after gr: European Union Allocates New Funding to Improve Transport and the Environment in Eastern Neighbourhood' <<http://thedayaftergr.blogspot.fr/2012/08/european-union-allocates-new-funding-to.html>> [consulté le 4 octobre 2012].

Aid to the Commonwealth of Independent States) lui est accordé :

*"mis en place en 1991, il vise le relèvement économique des États issus de l'ex-URSS par la réduction de leur dette, l'incitation à l'entrepreneuriat privé et la réhabilitation des infrastructures socio-économiques"*⁴⁶.

En 1995, l'Union Européenne ouvre un bureau à Tbilissi pour coordonner ses aides à la Géorgie et esquisser un plan d'investissement sur mesure : dans l'après 2000, les prêts de la Banque Mondiale et de la BERD avoisinent les 240 millions de dollars. En août 2009, 1,2 milliards de dollars sont accordés en prêt par le FMI⁴⁷ !

Avec le développement du pipeline "*Bakou Tbilissi Ceyhan*" (BTC) par le consortium international AIOC (*Azerbaijan International Operating Company*)⁴⁸, la Géorgie voit se construire une infrastructure énergétique de 4 milliards de dollars, dont elle ne bénéficie que très peu.

"Géorgie - ressources minérales, énergie, transports et population" : voir carte p. 141

*"De son côté, le Gouvernement géorgien met en place la Georgian International Oil Corporation pour faire l'interface avec l'AIOC. Cette structure n'aura de cesse de renégocier à la hausse le montant des royalties versées à la Géorgie, fixé à 62 millions de dollars par an. En 2008, ce montant ne représentait que 2% du budget de l'État géorgien."*⁴⁹

Les ONG, qui ont une grande responsabilité dans la prise de pouvoir de Mikheil Saakachvili en 2003, ne rechignent pas à la dépense : *Kmara*⁵⁰ est financé par l'*Open Society Institute* de George Soros, actif en Géorgie depuis 1994. L'ONG *National Democratic Institute*, "think tank" américain lié au parti démocrate, ou encore l'ONG *Freedom House* de l'ancien chef de la CIA James Woolsey (dont l'objectif est d'instituer la "*démocratie*

⁴⁵ 'Programme TACIS (2000-2006)'

<http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/eastern_europe_and_central_asia/r17003_fr.htm> [consulté le 4 octobre 2012].

⁴⁶ Pierre Razoux, op. cit. p. 224

⁴⁷ AFP, 'Le Figaro - Flash Actu : Géorgie : Le FMI veut accroître son prêt', 2009 <<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/07/27/01011-20090727FILWWW00402-georgie-le-fmi-veut-accroitre-son-pret.php>> [consulté le 5 octobre 2012].

⁴⁸ 'Azerbaijan International Operating Company - Wikipedia, the Free Encyclopedia'

<http://en.wikipedia.org/wiki/Azerbaijan_International_Operating_Company> [consulté le 13 septembre 2012].

⁴⁹ Pierre Razoux, op. cit. p. 255.

⁵⁰ Camille Gangloff, 'L'import-export de la démocratie : Serbie, Géorgie, Ukraine, Kirghizistan - Camille Gangloff - l'Harmattan' [consulté le 5 octobre 2012].

occidentale" en Géorgie) financent campagnes et diffuseurs d'informations comme "Roustavi 2", chaîne privée à diffusion nationale. George Soros promet ainsi 40 millions de dollars pour soutenir la cause des démocrates géorgiens dès 2003.

Quant aux États-Unis, ils commencent leurs investissements dès 1994 : 74 millions de dollars sont promis par le Président américain Clinton au Président Chevardnadze, puis quelques millions de dollars seront distribués de façon récurrente dans différentes aides. A titre d'exemple, à l'avènement de Mikheil Saakachvili, quatorze millions de dollars sont donnés par les États-Unis pour faire face aux dépenses courantes ; juste avant le départ du Président George W. Bush, le 4 janvier 2009, un partenariat stratégique est signé entre Washington et Tbilissi.⁵¹

Les investissements occidentaux prennent donc plusieurs avatars, mais ont tous un seul but : ancrer l'Occident dans cette partie du Caucase où se joue un avenir stratégique tendu. Les sommes colossales dépensées, sous le Gouvernement des Présidents Chevardnadze et Saakachvili, témoignent de la densité de la lutte qui s'y joue et de son enjeu.

d - Vue générale de l'économie géorgienne

La crise de l'automne 2008 en Géorgie n'est pas due uniquement à la crise économique mondiale ni à la guerre du mois d'août ; ses choix antérieurs en matière de développement économique en sont aussi responsables. Selon le professeur V. Papava⁵², la récession qui touchait l'économie mondiale n'a eu qu'une influence secondaire sur l'économie géorgienne. Elle s'est surtout traduite par une fuite importante des investissements et de moindres transferts financiers de la part des Géorgiens expatriés qui, eux, ont réellement subi les effets de la crise.

En raison de la politique de rapprochement avec les pays occidentaux du Président Saakachvili – volonté d'intégrer l'OTAN et l'Union Européenne - une aide économique énorme a été allouée à la Géorgie de la part de l'Union Européenne et des États-Unis. Le Fonds Monétaire International a estimé, en mai 2011, la Géorgie capable de continuer à

⁵¹ Pierre Razoux, op. cit. p. 339

⁵² Alexandre TVALTCHRELIDZE, 'Portrait Économique de la Géorgie après la guerre - REGARD SUR L'EST', 2010 <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1054&PHPSESSID=678d7599bef3cfa9b5171e8c23837fe0> [consulté le 1 septembre 2012].

financer ses besoins budgétaires sans son aide, qui doit s'achever en juin de la même année. Un prêt de 750 millions de dollars avait été accordé en septembre 2008, et porté à 1,2 milliard de dollars en août 2009⁵³. Pour le chef de mission du Fonds Monétaire International à Tbilissi, Edward Gardner, l'État a prouvé qu'il avait la capacité d'emprunter sur les marchés.

"L'émission de 500 millions de dollars d'euro-obligations et le rachat de dette d'avril 2011, très réussis, attestent un renforcement considérable de la confiance des investisseurs"⁵⁴

a-t-il indiqué dans un communiqué. Ces quelques milliards ont permis à l'économie géorgienne de survivre et de traverser la période la plus critique de la crise économique⁵⁵. Malheureusement, en contrepartie, la Géorgie n'a pas été incitée à réformer la structure de son économie, à la rendre plus rentable ; elle reste, dans beaucoup de secteurs, une économie assistée, en particulier dans le secteur primaire : alors qu'elle pourrait même exporter le produit de son agriculture assez diversifiée par rapport à celle de ses voisins, elle n'est même plus autosuffisante au niveau alimentaire !

Au demeurant, l'afflux récent de nouveaux investisseurs de poids sur le marché géorgien n'est pas anodin : si la Banque Asiatique de Développement, les Émirats Arabes Unis (20% des investissements étrangers), la Turquie (15%), l'Iran ou les États-Unis injectent de plus en plus de dollars dans l'économie géorgienne, c'est que celle-ci n'est pas dénuée d'opportunités. Alors qu'en 2010 les Investissements Directs à l'Étranger (IDE)⁵⁶ en Géorgie ont diminué pour atteindre 553 millions de dollars, contre 658 millions en 2009, le pays souhaite dépasser le milliard de dollars en 2011, a indiqué la Ministre de l'Économie et du Développement Durable, Vera Kobalia⁵⁷. Ce dernier chiffre ne sera pas atteint, mais s'élèvera à seulement 980 milliards en 2011, preuve s'il en est besoin que la Géorgie attire. Les dirigeants géorgiens entendent bien profiter de la situation exceptionnelle de leur pays au

⁵³ AFP, 'Le Figaro - Le FMI optimiste pour la Géorgie', 2011 <<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/05/03/97002-20110503FILWWW00524-le-fmi-optimiste-pour-la-georgie.php>> [consulté le 2.05.2012]

⁵⁴ AFP, 'Le Figaro - Flash Eco: Le FMI optimiste pour la Géorgie', 2011 <<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/05/03/97002-20110503FILWWW00524-le-fmi-optimiste-pour-la-georgie.php>> [consulté le 28 avril 2012].

⁵⁵ Louis-Antoine LE MOULEC, '«La structure économique géorgienne ressemble à un animal mort» «Louis Antoine Le Moulec – Journaliste // Reporter', 2010 <<http://louisantoinelemoulec.com/2010/06/07/%C2%AB-la-structure-economique-georgienne-ressemble-a-un-animal-mort-%C2%BB/>> [consulté le 8 septembre 2011]

⁵⁶ 'Investissement direct à l'étranger - Wikipédia' <http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_direct_%C3%A0_l%27%C3%A9tranger> [consulté le 13 septembre 2012].

⁵⁷ <http://www.lemoci.com/011-54735-La-Georgie-entend-doubler-ses-IDE-en-2011.html> [consulté le 25 juin 2011]

carrefour eurasiatique pour booster leur économie et attirer les investisseurs. Leur but, désormais, est de faire de l'Union Européenne leur principal partenaire économique et commercial (actuellement environ 1/3 de ses débouchés à l'exportation).

Depuis son arrivée au pouvoir, l'équipe gouvernementale n'a eu de cesse d'introduire plus de libéralisme dans l'économie, misant sur le désengagement de l'État, la réforme de la Justice, les privatisations et l'appel aux investisseurs étrangers pour développer le pays. Les nouvelles réformes, présentées à l'automne 2009, confirment la tendance libérale de la politique mise en place par le Gouvernement et, si elles privilégient certains secteurs au détriment d'autres, le bilan global est largement positif.

2 - La Géorgie aux normes de l'OMC

a - OMC : une arme éventuelle

Le 14 juin 2000, sous la présidence d'Édouard Chevardnadze, la Géorgie devient membre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Son Directeur Général d'alors, M. Mike Moore, salua l'entrée de la Géorgie en ces termes :

*"Je félicite la Géorgie pour son accession rapide à l'OMC et pour les engagements très larges qu'elle a pris. Cette accession mérite tout particulièrement d'être saluée étant donné les efforts notables que ce pays a faits pour passer à l'économie de marché. La Géorgie est la quatrième ex-République Soviétique à accéder à l'OMC, et cela moins de quatre ans après en avoir fait la demande."*⁵⁸

Faire partie de l'OMC impose une mise aux normes internationales : libéralisation du commerce, de l'investissement et de l'activité économique, extension du secteur privé. Mais la Géorgie semble un bon élève, car le rapport sur l'examen des politiques commerciales de la fin 2009 est élogieux :

"Les politiques économiques récentes de la Géorgie ont connu un succès considérable misant sur le secteur privé pour mener la croissance dans un environnement

⁵⁸ Communiqué de presse de l'OMC, 'OMC | Nouvelles - La Géorgie devient membre de l'OMC- Communiqués de Presse 182', 2000 <http://www.wto.org/french/news_f/pres00_f/pr182_f.htm> [consulté le 1 juin 2012].

caractérisé par la libéralisation du commerce, de l'investissement et de l'activité économique dans l'une des économies dont le processus de réforme est le plus rapide du monde, selon un rapport du Secrétariat de l'OMC sur la politique et les pratiques commerciales de la Géorgie."⁵⁹

Cette accession à l'OMC ancre la Géorgie à l'Ouest mais présente aussi l'énorme avantage d'être un moyen d'essayer de faire plier la Russie : elle devient une arme politique, car le veto d'un seul pays membre suffit pour en empêcher l'accès à tout postulant.

C'est bien ainsi qu'a agi la Géorgie vis à vis de la Russie, le 27 mars 2006, en refusant son adhésion à l'OMC⁶⁰. Cependant, en 2011, grâce à la médiation de la Suisse, Russie et Géorgie ont fini par trouver un terrain d'entente et, le 22 août 2012, la Russie est devenue le 156^{ème} membre de cette organisation.⁶¹

b - Politiques commerciales du Président Saakachvili

Depuis son accession au pouvoir en 2004, le Président Saakachvili a libéralisé l'économie pour s'aligner sur les desiderata de ses alliés occidentaux et ainsi obtenir l'aide dont il a besoin pour développer son pays.

Quatre ans après son élection, son bilan n'est pas négligeable. La dissolution de la police de la route et de la quasi totalité de la police a supprimé l'une des formes les plus gênantes de la corruption. La dissidence de l'Adjarie a été réduite et la paix civile rétablie sur la majeure partie du territoire. La libéralisation de l'économie a progressé et lui a rendu une certaine fluidité en dépit de la maigreur de ses ressources.⁶²

Le Président Saakachvili a réussi le pari d'une croissance remarquable, au vu des taux de croissance qui voisinaient les 10 % par an entre 2003 et 2007 ; pari réussi aussi à en croire les taux élevés des investissements directs étrangers : inférieurs à 5 % du PIB avant la

⁵⁹ Communiqué de presse de l'OMC, 'OMC | Examens des politiques commerciales - Géorgie 2009', 2009 <http://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/tp324_f.htm> [consulté le 1 juin 2012].

⁶⁰ Pierre Razoux, op. cit. p. 295

⁶¹ Andrea Ornelas, 'La Suisse ouvre la porte de l'OMC à la Russie- Swissinfo', 2011 <http://www.swissinfo.ch/fre/politique_suisse/La_Suisse_ouvre_la_porte_de_l_OMC_a_la_Russie.html?cid=31499584> [consulté le 24 septembre 2012].

⁶² http://www.alternatives-economiques.fr/georgie---nous-nous-sommes-tant-aimons-fr_art_637_33357.html [consulté le 15 mai 2012]

"Révolution des Roses", ils ont atteint 15 % du PIB en 2006, 20 % en 2007.⁶³

Mais cette politique, menée de manière toute virile et souvent brouillonne, comporte ses limites. La volonté du Président Saakachvili de faire adhérer son pays à l'OTAN en 2008 a conforté la Russie dans sa stratégie - annexion rampante de l'Abkhazie - et l'a incitée à multiplier les provocations militaires, à augmenter brutalement le prix de son gaz et de son pétrole, à fermer la frontière et à interdire, en 2006, l'importation des vins géorgiens dont elle était le marché traditionnel.

Il était donc urgent de trouver d'autres débouchés pour les produits agricoles – vins, thé, en particulier – qui étaient jusqu'alors exportés presque exclusivement vers la Russie, ainsi que de développer l'industrie pour arriver à une balance commerciale équilibrée, ce qui n'est pas le cas actuellement.⁶⁴

c - La normalisation commerciale

Lors de la réunion du Conseil général de l'OMC du 6 octobre 1999, M. V. Lordkipanidze, alors Ministre d'État de la Géorgie, a déclaré :

*"Nous pensons que l'élargissement du système commercial multilatéral permettra de mettre fin au nationalisme économique et au protectionnisme, de donner aux pays un accès équitable au marché mondial, contribuant ainsi à une croissance économique stable et soutenue dans le monde entier. Je suis convaincu que, en prenant la place qui leur revient dans le système commercial mondial, la Géorgie ainsi que d'autres pays en transition connaîtront rapidement, outre leur activité nouvelle et accrue sur la scène économique internationale, une plus grande prospérité et davantage de stabilité."*⁶⁵

Au moment de son accession à l'OMC en 2000, la Géorgie avait établi la base législative nécessaire pour des marchés compétitifs en libéralisant ses régimes du commerce

⁶³ Eveline Baumann, 'Géorgie : la difficile équation entre économie néolibérale et valeurs démocratiques - Site de l'Institut Européen Est-Ouest', 2011 <<http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article290#T004>> [consulté le 17 mai 2012].

⁶⁴ 80% des exportations sous la présidence d'Edouard Chevernadze

⁶⁵ Communiqué de presse de l'OMC, 'OMC | Nouvelles - La Géorgie devient membre de l'OMC- Communiqués de Presse 182'. http://www.wto.org/french/news_f/pres00_f/pr182_f.htm [consulté le 1 juin 2012]

et de l'investissement, en libérant les prix, en abrogeant les droits exclusifs accordés à certains agents économiques, en abolissant les restrictions à la concurrence, en privatisant des entreprises d'État et en réduisant les crédits subventionnés accordés aux entreprises d'État. Ces mesures ont contribué à ouvrir l'économie et à créer un environnement commercial favorable à l'investissement étranger. Dans son rapport de novembre 2009, l'OMC se félicite ainsi des progrès étonnants accomplis par la Géorgie surtout en matière douanière.

Elle obtient un score de 69,8 sur l'"*Indice 2009 de Liberté Économique*"⁶⁶, ce qui place son économie au 32ème rang (sur 179) alors qu'elle occupait le 96ème rang en 2005, passant de la catégorie "plutôt non libre" à la catégorie "plutôt libre". La Géorgie a fait de grands progrès pour libérer ses habitants des contraintes économiques mais ses résultats sont encore inférieurs à la moyenne mondiale pour ce qui est des droits de propriété et de la lutte contre la corruption, fléau qui ravage toute la Géorgie, et dont la disparition est l'une des priorités du Président Saakachvili.

Les progrès accomplis par la Géorgie entre 2009 et 2012 en matière de libertés économiques sont donnés par "*Heritage Foundation*"⁶⁷ qui met en perspective l'évolution des différents aspects de la liberté dans le sens du libéralisme entre 2009 et 2012.

"Évaluation de la Géorgie – Marchés, lois, fiscalité, libertés (2012)" : voir tableau p. 188

"Indices de liberté économique en Géorgie (2012) " : voir tableau p. 187

Tableau 1: Indices de la Géorgie dans le monde en 2012

Comparaison	2009	2012	
Liberté du travail	99,4	92.1	↘
Liberté fiscale	86,8	87.8	↗
Liberté d'entreprendre	86,6	86.9	→
Liberté du commerce	80,6	89.2	↗
Liberté monétaire	70,9	74.4	↗
Liberté d'investissement	70,0	70.0	→
Liberté financière	60,0	60.0	→
Droits de propriété	35,0	40.0	↗

⁶⁶ 'Indice de liberté économique - Wikipédia' <http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_liberté_économique> [consulté le 13 septembre 2012].

⁶⁷ Heritage Foundation, 'Georgia Economy: Facts, Data, & Analysis on Economic Freedom' <<http://www.heritage.org/index/country/georgia>> [consulté le 29 juin 2012].

Affranchissement de la corruption	34,0	38,0	
-----------------------------------	------	------	---

"Héritage Foundation"⁶⁸ : rang et indices de la Géorgie dans le monde⁶⁹

d - La lutte contre la prévarication

"Nos troupes sont prêtes à engager des opérations sur tout le territoire du pays si c'est nécessaire, à réduire les bandes armées illégales et les seigneurs féodaux. À côté des forces armées nationales, trois armées privées, trois groupes illégaux constitués de bandits opèrent sur le territoire de la Géorgie et certains de leurs membres parlent géorgien." (Mikheil Saakachvili, 1er avril 2004)⁷⁰

Jusqu'en 2003, la corruption existait dans presque tous les aspects de la vie quotidienne :

*" Tout s'achète en Géorgie : autorisations, formulaires, diplômes, promotions et passe-droits. Même les mandats locaux, dont la désignation relève du pouvoir central : une nomination à la tête d'une ville importante "coûte" 60.000 \$ et d'une région 10.000 \$."*⁷¹

Il fallait verser un pot-de-vin pour accéder à la plupart des services publics, qu'il s'agisse d'obtenir un permis de conduire ou un passeport, de faire enregistrer un bien, de créer une entreprise, de construire une maison ou encore d'être admis dans une université d'État.

Dès son arrivée au pouvoir, l'équipe du Président Saakachvili a mis en œuvre toute une série de mesures pour juguler la corruption à tous les niveaux de l'État. Résultat : en 2012, la Banque Mondiale a présenté un rapport laudatif sur la *"Lutte contre la corruption dans les services publics - Chroniques des réformes en Géorgie"*⁷².

L'équipe du Président s'est inspirée des méthodes anti-mafieuses d'Italie et de New-York et les a adaptées au contexte géorgien. Le résultat a été spectaculaire – seul 1 % de

⁶⁸ 'Georgia's Economic Freedom Score is 69.4'

<<http://www.heritage.org/index/pdf/2012/countries/georgia.pdf>> [consulté le 21 septembre 2012].

⁶⁹ 'Georgia Economy: Population, GDP, Inflation, Business, Trade, FDI, Corruption'

<<http://www.heritage.org/index/country/georgia>> [consulté le 7 juin 2013].

⁷⁰ Mirian Méloua, '[Géorgie/Adjarie : Un bras de fer qui a des racines historiques. Quel risque de conflit armé ? (2004) - COLISÉE]', 2004 <http://www.colisee.org/article.php?id_article=1090> [consulté le 22 mai 2012].

⁷¹ Pierre Razoux, op. cit. p. 214

⁷² L'agence Noé.Com, '[Lutte contre la corruption en Géorgie : Analyse de L'agence Noé.Com Après Le Rapport 2012 de la banque Mondiale - COLISÉE]', 2012 <http://colisee.org/article.php?id_article=3663> [consulté le 27 juin 2012].

plaintes pour extorsion de pots-de-vin par les représentants de l'État ; mais la principale réussite a été de rétablir la confiance des citoyens. Ce résultat a été obtenu grâce à une politique impitoyable vis-à-vis de la corruption.

DIX PRINCIPES ONT ÉTÉ APPLIQUÉS AVEC SUCCÈS :

- Exercer une volonté politique forte
- Établir sa crédibilité au plus tôt
- Attaquer la corruption sur tous les fronts
- Attirer un nouveau personnel
- Limiter le rôle de l'État
- Adopter des solutions innovantes
- Avoir des objectifs communs et assurer une coordination étroite
- Adapter les expériences internationales aux conditions locales
- Utiliser la technologie
- Communiquer de manière stratégique

Grâce à cette stratégie, la situation économique de la Géorgie est beaucoup plus saine et les investisseurs étrangers ont plus tendance à y déposer leurs fonds, étant sûrs de la rentabilité à long terme. De plus cette manière d'assurer la transparence des pouvoirs publics peut devenir un exemple pour les États confrontés à un contre-pouvoir mafieux comme de nombreux pays voisins.

e - Le libéralisme nécessite-t-il une dérégulation à outrance ?

Certains domaines de l'économie géorgienne sont dépourvus des réglementations les plus élémentaires. Ainsi, tout un chacun peut s'improviser chauffeur de taxi sans disposer d'une licence, la vente des médicaments est quasiment libre, les contrats de travail peuvent se faire oralement. Vue sous cet angle et dans ces domaines précis, la protection de l'individu en tant que consommateur et travailleur est quasiment inexistante.

Entre 1949 et 1975 la Géorgie a ratifié un certain nombre de conventions de l'O.I.T. (*Organisation Internationale du Travail*) sur l'organisation du travail (conventions n° 98,

100, 108, 111, 122, 138 et 142).

En mai 2006 la Géorgie a adopté un nouveau Code du Travail "*favorisant le développement du business*" adapté aux normes juridiques du travail en vigueur dans le monde. Mais en réalité, la Géorgie est actuellement le seul pays d'Europe avec un code du travail ne mentionnant pas une seule fois le mot "*syndicat*". Il n'y a donc aucune protection efficace des travailleurs : par exemple, le nouvel article 37 du code du travail. L'ancien était inspiré "*du modèle soviétique*" qui rendait impossible le licenciement d'un travailleur sans l'accord du syndicat. Le nouveau permet à l'employeur d'annuler le contrat de travail qui le lie à son salarié en l'espace d'un seul jour et sans devoir fournir de motifs. Il doit seulement dédommager le salarié à hauteur d'un mois de salaire.⁷³

Le rapport de la Confédération Syndicale Internationale⁷⁴ (CSI), du 7 décembre 2009, analysant les normes fondamentales du travail en Géorgie conteste énergiquement le Code du travail national de 2006 à l'origine de nombreuses violations des droits de la main-d'œuvre et des syndicats géorgiens. Ce nouveau Code du Travail a supprimé l'inspection du travail, a drastiquement restreint le droit de grève et les syndicats ne bénéficient d'aucune protection de la loi : il s'ensuit des intimidations et des renvois sans motifs.

Malgré la ratification des huit Conventions de l'O.I.T. sur les normes fondamentales du travail, la Géorgie ne respecte pas ses engagements internationaux et il existe encore de graves incohérences entre le Code National du Travail et ses engagements à respecter les droits humains fondamentaux des travailleurs : par exemple les discriminations au niveau de l'accès à l'emploi et des rémunérations, des cas de travail des enfants et de travail forcé sont monnaie courante. Les contrôles sont faibles et les poursuites rares ce qui, à terme, peut entraîner des dérives mafieuses.

"Près de 20 % des enfants sont contraints de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille en Géorgie. Leur jeunesse et leur ignorance permettent aux employeurs de leur confier les activités les plus dangereuses sans craindre qu'ils se plaignent. Ainsi, les conditions sont dures et exténuantes. La situation économique de certaines familles les incitent à faire travailler leurs enfants plutôt qu'à les envoyer à l'école. Les

⁷³ Macha Kurzina, 'Et si l'on parlait de la Question Sociale ?', 2008 <<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=604>> [consulté le 7 octobre 2012].

⁷⁴ International Trade Union Confederation, 'Géorgie : Graves violations des droits des travailleurs au nom de la libéralisation', 2009 <[Http://Www.Ituc-Csi.Org/Georgie-Graves-Violations-Des.Html?Lang=Fr](http://www.ituc-csi.org/Georgie-Graves-Violations-Des.Html?Lang=Fr)> [consulté le 29 juin 2012].

*conséquences de ce fléau sont nombreuses; elles affectent aussi bien la santé physique que morale, l'éducation, l'avenir professionnel."*⁷⁵

Le 6 mai 2011 a eu lieu à Bruxelles une audition sur le cas de la Géorgie. Cinquante personnes représentant des organisations syndicales et des ONG de toute l'Europe se sont réunies pour débattre des problèmes graves que traverse la Géorgie en matière de droits humains et syndicaux. La Géorgie, si elle ne modifie pas son comportement envers les travailleurs, risque de se trouver dans le même cas que la Biélorussie. Cette dernière a été exclue du SPG européen (*Système de Préférences Généralisées*), en raison de violations des droits des travailleurs⁷⁶. Irakli Petriashvili, Président de la *Confédération géorgienne des syndicats* (GTUC), se demande :

"Comment un Gouvernement peut-il fouler aux pieds les droits fondamentaux des travailleurs – sur la liberté d'association et la négociation collective, la santé et la sécurité au travail – et s'attendre au succès des processus d'association avec l'Union Européenne ?"

La course à l'occidentalisation se fait malheureusement, avec cynisme, au prix d'entorses à la démocratisation des institutions et à la sécurité des citoyens :

*"Les décideurs européens ne doivent pas se méprendre sur le fait que derrière la façade démocratique se trouve un Gouvernement déterminé à réduire à néant les valeurs démocratiques et les intérêts des travailleurs. Nous ne pouvons accepter l'insécurité croissante et l'absence de droits, ni le fait que des travailleuses et travailleurs risquent et perdent leur vie au travail et que les organisations qui les représentent sont attaquées par les autorités"*⁷⁷, a-t-il commenté.

Les excès du libéralisme sont donc nombreux : les droits individuels les plus essentiels (à la vie, à la sécurité, etc...) d'un État de droit ne sont accessibles qu'aux plus riches. Il est donc essentiel et urgent que l'État revoie son Code du Travail pour assurer une plus grande protection aux salariés et surtout pour faire la chasse aux employeurs d'enfants.

⁷⁵ 'Enfants de Géorgie | Portail des droits de l'enfant' <<http://www.droitsenfant.org/georgie/>> [consulté le 13 septembre 2012].

⁷⁶ Synthèses de la législation de l'UE, 'Schéma de préférences tarifaires généralisées de 2006 à 2015 - Lignes Directrices', 2008 <http://europa.eu/legislation_summaries/external_trade/r11016_fr.htm> [consulté le 1er septembre 2012].

⁷⁷ 'Géorgie : La Brebis Galeuse de l'Europe en matière de droits des travailleurs - ituc-csi-igb', 2011 <<http://www.ituc-csi.org/georgie-la-brebis-galeuse-de-l.html?lang=fr>> [consulté le 10 septembre 2012].

3 - L'amélioration généralisée des infrastructures

Une des forces de la Géorgie est sa localisation et sa proximité de la Mer Noire, véritable carrefour commercial. Avec les pipelines Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzurum, le nouvel aéroport international de Koutaisi⁷⁸, la ligne de chemins de fer Kars-Akhalkalaki-Tbilissi-Bakou⁷⁹, la Géorgie se présente comme un corridor à la jonction de l'Europe et de l'Asie.

Les efforts du Gouvernement se focalisent sur la facilité des échanges commerciaux et du transport des marchandises. Il développe donc toutes les infrastructures pour des déplacements, des biens et des personnes, rapides et le moins onéreux possible, donc attractifs.

a - Une amélioration instituée à l'avènement de Mikheil Saakachvili

"Par chance, l'augmentation des prix du cuivre et de l'acier contribue à améliorer les rentrées budgétaires. Le Gouvernement en profite pour réhabiliter le centre de Tbilissi. Il promulgue de nouvelles lois pour encourager l'esprit d'entreprise et lance un ambitieux programme de privatisations. Les Géorgiens reprennent confiance et commencent à percevoir l'État comme un bienfait et non plus comme une calamité."⁸⁰

b - Développement du réseau routier

Il est très facile de se déplacer en Géorgie. Le réseau de lignes d'autocars est très développé mais les véhicules sont anciens et peu confortables. Une multitude de minibus privés, les « *marchroutka* », pallient les carences du réseau public et desservent régulièrement toutes les grandes villes. Plusieurs gares routières desservent les différentes régions de Géorgie.

"Principales routes et voies de chemins de fer en Géorgie : voir carte p. 140

⁷⁸ 'Georgia Roads & Railroads Map' <http://www.nationsonline.org/PDF-Country-Maps/Georgia_Map.pdf> [consulté le 8 octobre 2012].

⁷⁹ 'Georgia Roads & Railroads Map'.

⁸⁰ Pierre Razoux, op. cit. p. 287

Malheureusement, en raison des conditions climatiques et du défaut d'entretien du réseau routier, la circulation est souvent difficile et dangereuse. Le Gouvernement a décidé de remettre à niveau les routes locales et secondaires et renforcer les capacités institutionnelles⁸¹. En effet il est bien conscient que, sans autoroutes bien entretenues et sans routes secondaires sûres, les échanges commerciaux ne pourront pas se développer. Actuellement le réseau routier est de 20 329 km, soit 291.66 km pour 1000 km².

Près de 350 kilomètres de routes locales et secondaires ont été rénovés et réhabilités et des travaux sont en cours pour 400 autres kilomètres. Mais les sommes allouées sont passées de 60 millions de dollars en 1988 à 12 millions en 2002, soit environ 600 dollars par km, alors qu'il faut compter entre 4.000 et 6.000 dollars par km pour financer un entretien permettant de prévenir la dégradation du réseau. Ces coupes ont provoqué une grave détérioration des axes routiers. En réhabilitant les routes locales et secondaires, le "*Projet de Routes Locales et Secondaires*" a réduit la durée et le coût des déplacements et ce faisant a renforcé la compétitivité des produits locaux.

Plusieurs résultats importants ont été obtenus :

- Réduction du temps de trajet sur les tronçons concernés : – 17,5 % en 2009 par rapport à 2004.
- Création d'emplois : environ 1.394 mois/homme en 2009 et 1.568 mois/homme en 2010.
- Augmentation progressive des dépenses d'entretien et de réhabilitation des routes autour de 30 millions de laris en 2010.

L'Association Internationale pour le Développement a assuré le financement du SLRP (*Secondary and Local Roads Project*)⁸² en 2004 à hauteur de 20 millions de dollars, une somme complétée en 2009 par un prêt additionnel de 70 millions de dollars accordé par la BERD. Le Gouvernement géorgien y a contribué à hauteur de 30 millions de dollars.

c - Développement du réseau ferroviaire

⁸¹ <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/GEORGIAEXTN/0,,contentMDK:23048222~menuPK:3949564~pagePK:1497618~piPK:217854~theSitePK:301746,00.html> [consulté le 10 mai 2012]

⁸² 'Second Secondary and Local Roads Project'
<http://siteresources.worldbank.org/INTGEORGIA/Resources/Secon_Secondary_and_Local_Roads_Project.pdf> [consulté le 1 septembre 2012].

En 2010, la longueur du réseau ferroviaire est de 1.612 km, entièrement électrifié, ce qui donne une densité de 23,13 km pour 1000 km² et 351,50 km pour 1 million d'habitants. Il est donc peu dense et malheureusement très lent.⁸³

Pendant la guerre, un pont ferroviaire stratégique a été détruit à Kaspi⁸⁴, à environ 45 km à l'ouest de Tbilissi. *"A la suite de cette destruction, il n'y a plus de communications ferroviaires entre l'est et l'ouest du pays. Pour combien de temps, je ne sais."* a déclaré le porte-parole du Ministère de l'Intérieur, Chota Outiachvili.⁸⁵

Le Président Saakachvili cherche toujours le désenclavement de son pays et a donné en 2005 son feu vert au projet de construction d'une ligne de chemins de fer Kars (Turquie orientale) - Akhalkalaki et Tbilissi (Géorgie)-Bakou (Azerbaïdjan) qui renforcera le corridor est-ouest ; il s'agit en fait de la rénovation du tronçon Bakou-Akhalkalaki et de la construction du tronçon Akhalkalaki-Kars.⁸⁶

Il est prévu que chaque année près de 3 millions de tonnes de marchandises, essentiellement du pétrole, transitent par cette voie ferrée. Actuellement, le pétrole du Turkménistan et du Kazakhstan est acheminé par wagons via l'Azerbaïdjan jusqu'aux ports géorgiens de la Mer Noire, Poti et Batoumi. A l'instar du BTC, cette voie ferrée vers la Turquie a pour ambition de désengorger le trafic pétrolier dans le Bosphore qui est saturé.⁸⁷

Une rumeur, selon laquelle Tbilissi et Moscou auraient conclu en 2006 un accord secret transmettant le contrôle des chemins de fer géorgiens à la Russie, fait la une des journaux et inquiète l'opinion publique géorgienne. Cette information a été partiellement confirmée par le journal russe *"Nezavissimaya gazeta"*, mais est démentie par le Parlement géorgien. Pour M. Niko Oravélachvili, ce contrôle russe des voies ferrées sud caucasiennes permettrait à la Russie d'avoir un accès direct en Iran. Cela devrait fortement inquiéter les États-Unis, qui, curieusement, restent passifs. Cette transaction, si elle est vraie, embarrassera le Gouvernement géorgien en « *guerre froide* » contre la Russie depuis l'été 2008.⁸⁸

⁸³ Worldstatinfo, 'nombre d'aéroports en Géorgie | Longueur du réseau routier en géorgie', <<http://fr.worldstat.info/Asia/Georgia/Transportation>> [consulté le 1 September 2012].

⁸⁴ 'CONFLIT : Un pont ferroviaire stratégique a été détruit en Géorgie - Passion-Trains' <<http://passion-trains.over-blog.com/article-22065811.html>> [consulté le 13 septembre 2012].

⁸⁵ Reuters, 'CONFLIT : Un pont ferroviaire stratégique a été détruit en Géorgie' <<http://passion-trains.over-blog.com/article-22065811.html>> [consulté le 10 mai 2010]

⁸⁶ François Grémy, 'Bakou-Tbilissi-Kars, une voie de chemin de fer très "Politique" - Le Blog Caucase', 2005 <<http://caucase.over-blog.com/article-1486787.html>> [consulté le 13 juin 2012].

⁸⁷ François Grémy.

⁸⁸ Sophie Tournon, 'Saakachvili a-t-il vendu son réseau ferré aux Russes ? - Le Blog de Gad'

d - Développement du réseau aérien

En 2010, il y avait 22 aéroports en Géorgie, soit 4.8 aéroports pour un million d'habitants et 0.32 unités pour 1000 km².⁸⁹

"Transport aérien (fret) (en million de tonnes par km) en Géorgie " : voir tableau p. 184

Le 12 mars 2008, la Géorgie a adhéré au réseau de renseignements de l'espace aérien de l'OTAN. *"Sa participation à ce réseau permet à tous les pays membres de l'OTAN d'observer, à l'aide d'un système unifié de surveillance du groupe transatlantique, l'espace aérien géorgien, afin de repérer et de distinguer toute tentative de transgression aérienne"*, a indiqué M. David Bakradzé⁹⁰, Président du Parlement géorgien, lors d'une conférence de presse à Tbilissi.

Immédiatement après son accession à l'indépendance, la Géorgie a voulu se démarquer des pays de la CEI en réduisant ses liaisons aériennes avec les anciens membres de l'URSS pour s'ouvrir sur le reste du monde. Mais après les premières années d'indépendance, ce pays s'est rouvert sur l'ancien espace soviétique, notamment la Biélorussie, l'Ukraine et ses voisins caucasiens.

Après le conflit d'août 2008, les relations aériennes avec Moscou avaient été rompues ; elles ont été rétablies le 8 janvier 2010 avec le premier vol direct à partir de la capitale géorgienne.⁹¹ De petites compagnies russes, tels Siberian Airlines, Krasair, Caucasus Airline, desservent Tbilissi.

La présence de minorités géorgiennes en Israël, en Ukraine, en Turquie, et de minorités en Géorgie, tels les Azéris ou les Grecs, favorise le développement de liaisons aériennes entre ces pays pour des raisons commerciales ou humaines. A cause des conflits gelés d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, très peu de compagnies internationales occidentales la desservent : Turkish Airlines, Austrian Airlines et KLM.

<<http://lessakele.over-blog.fr/article-33979089.html>> [consulté le 10 juin 2012].

⁸⁹ Université de Sherbrooke, Canada, 'Géorgie - Transport Aérien (fret) (en million de tonnes par kilomètre) | Statistiques'

<<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=GEO&codeTheme=11&codeStat=IS.AIR.GOOD.MT.K1>> [consulté le 8 octobre 2012].

⁹⁰ 'Casafree Actualité OTAN : Adhésion de la Géorgie au réseau de renseignements de l'espace aérien - actualité mondiale - webzine' <<http://www.casafree.com/modules/news/article.php?storyid=13381>> [consulté le 1 septembre 2012].

⁹¹ 'Le Figaro - Flash Actu : Liaison aérienne Tbilissi et Moscou' <<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/01/08/01011-20100108FILWWW00359-liaison-aerienne-tbilissi-et-moscou.php>> [consulté le 1 septembre 2012].

En raison de l'affluence des touristes, le Gouvernement géorgien a entrepris de construire un nouveau terminal et une tour de contrôle en extension de l'ancien aéroport de la ville de Koutaïssi. L'agence néerlandaise UNStudio⁹² a été choisie pour mener à bien ce projet qui a été inauguré le 27 septembre 2012. Une construction qui, selon son gérant Ben van Berkel, se veut une passerelle symbolique liant ce pays avec la communauté internationale. Ce projet est conçu pour desservir les vols locaux et internationaux que ce soit pour les diplomates, les politiciens ou pour les nombreux touristes qui visitent le pays.

Tableau 2 : Réseaux et Transport en Géorgie en 2010⁹³

Nombre d'aéroports	2010	22 unités
Nombre d'aéroports	2010	4.80 unités par million d'habitants
Densité des aéroports	2010	0.32 unités pour 1000 km ²
Réseau ferroviaire	2010	1 612 km
Longueur du réseau ferroviaire	2010	351.51 km par million d'habitants
Densité du réseau ferroviaire	2010	23.13 km pour 1000 km ²
Réseau routier	n/a	20 329 km
Longueur du réseau routier	n/a	4.43 km par 1000 d'habitants
Densité du réseau routier	n/a	291.66 km pour 1000 km ²

e - L'ouverture sur la Mer Noire

L'importance stratégique de la Mer Noire dépasse largement le cadre des États riverains, c'est à dire Russie, Géorgie, Turquie, Bulgarie, Roumanie et Ukraine. En raison du développement de toute la région, sa zone d'influence va de l'Europe orientale à la Caspienne, en englobant les Balkans, le Moyen Orient, et le Caucase.

QUELS SONT LES ENJEUX DE CETTE RÉGION ?

Elle peut être considérée sous divers aspects : c'est une zone de conflits gelés, zone de trafics de tous genres, légaux et illégaux (il existe des réseaux criminels moldaves jusqu'en Belgique) et, surtout, c'est un axe stratégique entre trois mers : mer Noire, mer Caspienne et

⁹² Sipane Hoh, 'Le Courrier de l'Architecte | En Géorgie, UNStudio promeut les lignes aériennes plutôt que les lignes de front', 2011 <http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_2933> [consulté le 8 octobre 2012].

⁹³ Worldstatinfo, <<http://fr.worldstat.info/Asia/Georgia/Transportation>> [consulté le 1 septembre 2012].

mer Méditerranée, point de passage de nombreux gazoducs et oléoducs. L'Union Européenne, comme les autres Puissances, devrait s'y intéresser de plus près, mais pour le moment, elle n'a pas de politique claire dans cette région.

Il existe des organismes inter-étatiques comme "*l'Organisation de coopération économique de la Mer Noire*" (OCEMN, BSEC en anglais)⁹⁴ : cette Organisation a été fondée et établie à Istanbul le 25 juin 1992 par la "*Déclaration d'Istanbul*". Son but est double : maintenir la stabilité politique dans la région et développer le commerce. L'établissement d'un réseau de confiance facilite les transactions et l'entente transfrontalière permet une plus grande fluidité des marchandises. Son grand atout est sa position géographique : elle se trouve dans une zone stratégique de transport du pétrole et du gaz naturel. De plus, elle se trouve dans une zone tampon entre l'Europe et l'Asie, propice aux transferts économiques.

Pour atteindre ces objectifs, des structures particulières ont été mises en place :

- banque de commerce de la Mer Noire, qui soutient les projets d'investissements d'infrastructures, de transports et de télécommunication,
- assemblée interparlementaire créée en 1993, dont le siège social est en Turquie, avec 76 représentants des parlements nationaux,
- conseil d'affaire, réunissant les experts internationaux chargés de définir les opportunités d'investissements dans la zone.

Le but de l'organisation est aussi de s'ouvrir au marché européen et doit donc connaître les possibilités de coopération entre l'Union Européenne et l'OCEMN, donc accorder une attention particulière à la réalisation de projets régionaux communs en matière de transport et d'énergie.⁹⁵ Depuis sa création cette organisation a peu de réalisations à son actif. Il y a cependant l'ambitieux projet de construire une autoroute qui fera le tour de la Mer Noire. Cette autoroute permettra le développement économique et social non seulement du bassin de la Mer Noire, mais aussi de tout le continent européen. Longue de plus de 7.100 km, cette autoroute traversera la Turquie, la Géorgie, la Russie, l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie, la Grèce et la Bulgarie.⁹⁶

⁹⁴ 'Organization of the Black Sea Economic Cooperation (BSEC)', 2012 <<http://www.bsec-organization.org/Announcements/Pages/latest.aspx>> [consulté le 8 octobre 2012].

⁹⁵ RIA-Novosti, 'les pays de la Mer Noire se pencheront à Erevan sur la coopération avec l'UE | International | RIA-Novosti', 2009 <<http://fr.rian.ru/world/20090413/121090070.html>> [consulté le 12 juin 2012].

⁹⁶ Turquie de France, 'Coopération Économique de la mer noire (OCEMN) | Turquie de France', 2010 <<http://www.turquie-fr.com/tag/cooperation-economique-de-la-mer-noire-ocemn/>> [consulté le 12 juin 2012].

"Intérêts stratégiques de Washington en Mer Noire" : voir carte p. 158

IMPORTANCE DU PORT DE POTI

Le port de Poti⁹⁷, sur la Mer Noire, est le point de liaison du transport de marchandises vers la Turquie, le Moyen Orient, l'Europe, les pays d'Asie Centrale et l'Afghanistan. Il offre le meilleur prix pour les transports vers les pays du Moyen Orient et la simplification des procédures douanières selon la nouvelle réglementation le rend extrêmement attractif.

De plus, une zone franche industrielle est en construction près de ce port. C'est une première dans la région du Caucase du Sud et elle se situe sur la « *route de la soie* » historique qui relie l'est à l'ouest. Le chantier et la gestion sont confiés à la société RAKIA (de l'émirat Ras el Khaimah qui possède 51% des parts de la zone portuaire). Selon le projet de développement, la Zone Industrielle Franche de Poti (FIZ) s'étendra sur trois km² et est destinée à une utilisation industrielle.

Le terrain est en cours d'assainissement et une infrastructure sous la forme de routes ainsi que des entrepôts sont en cours de construction, ce qui constituera l'épine dorsale de la zone. La Zone Franche Industrielle (FIZ) de Poti espère des investissements directs étrangers en Géorgie de près d'un milliard de dollars et est optimiste quant à l'embauche d'environ 16.000 personnes dans un futur proche. RAKIA cherche à investir des fonds à hauteur de 200 millions de dollars US pour que le projet puisse se réaliser. La FIZ de Poti affichera des avantages compétitifs comme : emplacement stratégique, proximité par rapport au marché, bonne infrastructure et main-d'œuvre qualifiée avec de nombreuses nouvelles entreprises de production modernes, des parcs de stockage de conteneurs et des centres logistiques.⁹⁸

Par ailleurs la situation du Port de Poti sur la Mer Noire en fait un point de passage du Couloir Transcaucasien ou TRACECA⁹⁹, projet multinational qui passe par Tachkent, Achgabat, Türkmenbaşy, Bakou et Poti jusqu'au port roumain de Constanța et au port bulgare de Varna. Ce couloir, dont la première phase est terminée, relie donc les ports du Caucase et d'Asie centrale à l'Europe de l'Est.

⁹⁷ 'Le port de Poti en Géorgie, est le point de liaison quand il s'agit de transports de la Turquie, du Moyen Orient, de l'Europe vers les pays d'Asie Centrale et l'Afghanistan.' <<http://www.simplextrans.fr/direction-des-transports/le-transport-via-le-port-poti-georgie>> [consulté le 15 mai 2012]

⁹⁸ 'Zone industrielle franche Rakia Georgia - Poti' <<http://www.rak-ia.com/fr/rakia-strategic-business-units/rakia-georgia-free-zone-poti.aspx>> [consulté le 12 juin 2012].

⁹⁹ 'Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia' <http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca_fr.htm> [consulté le 14 septembre 2012].

"Corridor de transport Europe-Caucase-Asie : TRACECA" : voir carte p. 164.

LAZIKA – PROJET DE VILLE NOUVELLE¹⁰⁰

Dans un discours à Zugdidi, ville qui connaît un exode massif à cause du chômage et de la pauvreté, le Président Saakachvili a déclaré :

“Nous devons faire preuve d’initiative si nous voulons sortir une fois pour toutes de la pauvreté.”¹⁰¹

Son idée est de construire une toute nouvelle ville à l’image de Saint-Pétersbourg, bâtie sur un marais inhospitalier par le tsar Pierre le Grand. Ce sera une toute nouvelle ville portuaire sur la Mer Noire avec ses lois et son système de régulation propre qui pourra attirer les investisseurs étrangers et les inciter à construire des usines.

Dans 10 ans, la ville de Lazika promet d’être le Dubaï de la Mer Noire. Elle pourra accueillir des buildings résidentiels et un centre d’affaires. Un demi-million d’habitants occupera les gratte-ciel et les lotissements de cette « *ville du futur* », moitié balnéaire, moitié centre d’affaires. Pour le Président Mikheil Saakachvili, ce projet symbolise la conquête d’une nouvelle frontière. Ce sera la consécration d’une ville nouvelle conçue à l’image du dynamisme retrouvé de la Géorgie, sur une zone à fort potentiel, la Mer Noire. Lazika¹⁰² devrait considérablement stimuler l’économie géorgienne et notamment le secteur du bâtiment.

Mikheil Saakachvili cherche 682 millions d’euros de financements pour construire d’ici 10 ans la « *ville du futur* » de 500.000 habitants. Jusqu’à présent il a réussi à attirer des investisseurs très différents (Azerbaïdjan, Émirats Arabes Unis, Royaume-Uni, Turquie) pour faire de son pays un corridor énergétique transportant les hydrocarbures de la Caspienne vers le marché européen tout en évitant la Russie.¹⁰³ Mais de toute façon, les constructions ont déjà

¹⁰⁰ Irina Vinnitskaya, ‘Instant City: New City Lazika, Anaklia Region, Georgia | ArchDaily’, 2012 <<http://www.archdaily.com/228980/instant-city-new-city-lazika-anaklia-region-georgia/>> [consulté le 16 juin 2012].

¹⁰¹ ‘Nouvelles : Saakachvili a décidé de construire une nouvelle ville sur la Mer Noire’, 2012 <<http://maksias.blogspot.fr/2012/04/saakachvili-decide-de-construire-une.html>> [consulté le 14 septembre 2012].

¹⁰² <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/europe/221146421/mer-noire-nouvel-eldorado-economie-georgienne>[consulté le 11 mai 2012]

¹⁰³ <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120425trib000695463/la-georgie-reve-de-batir-son-dubai-sur-la-mer-noire.html> [consulté le 11 mai 2012].

commencé : le premier bâtiment, un centre de service public, doit ouvrir en septembre. Il faut qu'il parvienne à trouver des financements sûrs, parce qu'après quatre mois de négociations avec des investisseurs internationaux, nul ne s'est engagé. Un projet comme celui de Lazika devrait à coup sûr permettre de soutenir cette forte croissance économique et attirer les investisseurs internationaux.

“Presque toujours, quand notre Président annonce quelque chose, cela arrive !”¹⁰⁴

Mais le nouveau Premier Ministre n'a pas les mêmes priorités que Mikheil Saakachvili. M. Ivanishvili a déclaré, le 11 octobre 2012 :

“Lazika is not going to happen and that State resources should be spent on other, more pressing matters.”¹⁰⁵

f - Le développement du tourisme : l'aboutissement du développement d'infrastructures à des fins économiques

Au temps de la nomenklatura soviétique, la Géorgie était une destination privilégiée des nantis du pouvoir. C'est ainsi qu'on a pu voir Maurice Thorez¹⁰⁶ prendre ses vacances sur les bords de la Mer Noire, invité par Staline.

La Géorgie a la chance de posséder des plages renommées sur la Mer Noire, un environnement montagneux et une architecture religieuse originale. Sa structure d'accueil hôtelière n'est pas encore entièrement aux normes internationales, mais le Gouvernement actuel fait tous ses efforts pour pouvoir accueillir le maximum de touristes. Il a promis aux professionnels du tourisme de lancer une vaste campagne de marketing à l'étranger afin de valoriser un pays qui a attiré l'attention du monde entier en août 2008.¹⁰⁷ Cette campagne a été efficace, car, en 2010, deux millions de touristes se sont rendus en Géorgie. En fait, de 55.000 touristes étrangers en 2003, la Géorgie est passée à 194.000 visiteurs en 2007, deux

¹⁰⁴ Helen Barry, 'Georgia Envisions Instant City on Swampy Site - NYTimes.com', 2012 <http://www.nytimes.com/2012/04/22/world/europe/in-georgia-plans-for-an-instant-city.html?_r=1&pagewanted=all> [consulté le 14 juin 2012].

¹⁰⁵ Giorgi Lomsadze, 'Georgia: Whither the City of Lazika? | EurasiaNet.org', 2012 <<http://www.eurasianet.org/node/65995>> [consulté le 15 mai 2013].

¹⁰⁶ Maurice Thorez (né à Noyelles-Godault, Pas-de-Calais, le 28 avril 1900 et mort en mer Noire, le 11 juillet 1964) a été secrétaire général du PCF de 1930 à 1964, ministre de la Fonction publique de 1945 à 1947 et vice-président du Conseil en 1947.

¹⁰⁷ http://www.rfi.fr/actufr/articles/104/article_71354.asp[consulté le 15 mai 2012]

millions en 2010, un chiffre en croissance constante depuis 10 ans. D'après Vera Kobalia, Ministre géorgien de l'Économie et du Développement durable,

*"Le nombre de touristes a crû très rapidement ces trois dernières années. Nous avons eu une croissance de 40% l'an dernier, et au premier trimestre de cette année 2012, nous avons eu 40% de touristes en plus. Donc, ce que nous constatons, c'est que la part du tourisme dans le PIB croît rapidement."*¹⁰⁸

La Géorgie est devenue une des destinations touristiques les plus en vue de ces derniers temps. Elle a été classée 3ème destination touristique la plus dynamique avec une hausse des arrivées internationales de 39%, et vient de tenir un salon du tourisme pour attirer non seulement les touristes russes mais aussi les Chinois. En effet, depuis le 26 mai 2012, les Chinois sont autorisés à se rendre en Géorgie¹⁰⁹. Elle est donc officiellement devenue une nouvelle destination touristique pour eux, selon un accord entre les autorités touristiques des deux pays. En contrepartie, la Géorgie doit développer des produits touristiques conformes aux goûts des touristes chinois.

*"La Chine est devenue l'un de nos marchés cibles. Nous prévoyons de lancer une grande campagne marketing en Chine à partir d'avril."*¹¹⁰

a déclaré Maia Sidamomodze, Président de l'Agence Nationale du Tourisme de Géorgie. L'ambassadeur de Chine en Géorgie a participé au salon du tourisme et a appelé au rapprochement des économies des deux nations.

"Le Gouvernement chinois a inclus la Géorgie dans sa liste de destinations touristiques majeures. Cela signifie que la Chine accorde beaucoup d'importance au marché géorgien." (Chen Jianfu, Ambassadeur de Chine en Géorgie)¹¹¹

¹⁰⁸ 'Le contexte économique de la Géorgie - Contexte Politico-économique - Planet Expert, partenaire des PME à l'international' <<http://www.planet-expert.com/fr/pays/georgie/contexte-economique>> [consulté le 29 juin 2012].

¹⁰⁹ Xinhua, 'La Chine ajoute la Géorgie sur la liste des destinations touristiques autorisées - China Radio International', 2012 <<http://french.cri.cn/621/2012/05/26/441s282551.htm>> [consulté le 13 juin 2012].

¹¹⁰ 'CCTV-Développement de l'industrie touristique de la Géorgie', 2012 <<http://fr.cntv.cn/program/journaldeleconomie/20120410/108821.shtml>> [consulté le 14 septembre 2012].

¹¹¹ Maia Sidamomodze, 'CCTV-Développement de l'industrie touristique de la Géorgie' <<http://fr.cntv.cn/program/journaldeleconomie/20120410/108821.shtml>> [consulté le 8 octobre 2012].

B - Bilan territorial

Préférant l'Occident dans une région traditionnellement tournée vers Moscou, Mikheil Saakachvili a choisi l'Amérique autant par conviction libérale personnelle que par nationalisme. La conjoncture de la stratégie américaine dans cette région et de l'intérêt territorial de Tbilissi permet, en effet, le soutien international à la cause nationaliste géorgienne pour retrouver l'intégralité de son territoire.

1 - Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes¹¹²

L'autodétermination appelée aussi "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", est le principe selon lequel chaque peuple dispose du choix libre et souverain de déterminer la forme de son régime politique, indépendamment de toute influence étrangère. Il s'agit d'un droit collectif qui ne peut être mis en œuvre qu'au niveau d'un peuple.

Proclamé après la Première Guerre mondiale dans les "*Quatorze Points du Président Wilson*", il a été réaffirmé dans la Charte des Nations Unies de 1945 qui inclut, parmi « *les buts des Nations Unies* », celui de « *développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes* » (article 1, alinéa 2).

Toutefois, la mise en œuvre de ce principe ne va pas sans difficultés, comme le souligne Edmond Jouve¹¹³, car aucun texte ne définit clairement la notion de « peuple ». Dans une « définition à but géopolitique », Aymeric Chauprade enseigne que :

*"L'ethnie – de ethnos, peuple – est un groupement de familles qui possède une structure familiale, économique et sociale homogène et dont l'unité repose sur une langue, une culture, une conscience de groupe commune."*¹¹⁴

José Echeverria¹¹⁵ précise le concept de « peuple » :

¹¹² Aïcha Ouasmine, 'L'ONU et le Principe d'autodétermination - Faculté de Droit Souissi-Rabat' <<http://saharadumaroc.net/spage.asp?rub=14&Txt=94&parent=&parent1=1>> [consulté le 8 octobre 2012].

¹¹³ 'Où en est le droit des peuples à l'aube du IIIème Millénaire ?' <<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/424-2.pdf>> [consulté le 15 septembre 2012].

¹¹⁴ A. Chauprade, 2003, « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire » p. 216

¹¹⁵ 'L'introuvable définition juridique du peuple', 2012 <<http://www.ipeut.com/droit/droit-civil/236/lintrouvable-definition-juridi72193.php>> [consulté le 15 septembre 2012].

"La nation, comme le peuple, sont des communautés humaines caractérisées par la participation à un même passé et par la volonté de se construire un futur. Dans le cas de la nation, l'accent est mis sur l'origine commune. Dans le cas du peuple, il est mis sur la volonté d'un futur. La légitimation, pour la nation, est rétrospective, pour le peuple, elle est prospective."¹¹⁶

a - Staline et la Géorgie

En 1931, Staline fait de la Géorgie, dont il est originaire, un grand pays comprenant les provinces d'Abkhazie, Adjarie et Ossétie du Sud, peuplées d'ethnies non géorgiennes qui refusent de dépendre du pouvoir central de Tbilissi. Ceci malgré sa déclaration de 1913 :

"La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, et de vie économique et de formation psychique se traduisant par l'unité de culture."¹¹⁷

Ainsi, ajoutant l'Abkhazie et d'autres entités culturelles à la Géorgie, Staline renonce à la nation géorgienne telle qu'il l'avait définie et son héritage est à l'une des causes des conflits actuels.

b - Les ethnies majoritaires et leur correspondance territoriale : le principe des nationalités appliqué au territoire caucasien de Géorgie

La Géorgie est constituée d'une multitude d'ethnies¹¹⁸ dont la spécificité a été favorisée par la géographie. Le Caucase a permis le cloisonnement des populations en raison des difficultés des communications : le « vivre ensemble » ne résulte pas du « vouloir » mais d'un déterminisme géographique.

La population totale de la Géorgie se monte actuellement à 4.555.911 habitants selon le dernier recensement. Selon l'Encyclopédia Universalis :

¹¹⁶ A. Cassese et E. Jouve (dir.), Pour un droit des peuples, Paris, Berger-Levrault, 1978. p. 95 et s. ; E. Jouve, Le droit des peuples, Paris, PUF, 1992, 2ème éd.

¹¹⁷ « Le marxisme et la question nationale » Traduction française, Paris 1978. Dans A. Chauprade, 2003, « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire » p. 218

¹¹⁸ 'Les minorités ethniques en Géorgie' <<http://www.fidh.org/IMG/pdf/ge412fr.pdf>> [consulté le 16 septembre 2012].

*"L'ensemble de la Géorgie avec ses républiques autonomes (Abkhazie et Adjara) et sa région autonome (Ossète du Sud) compte 4,4 millions d'habitants en 2010, c'est-à-dire qu'elle est retombée au niveau du recensement de 1966. La population est composée essentiellement de Géorgiens (83,8 p. 100), d'Azéris (6,5 p. 100), d'Arméniens (5,7 p. 100), de Russes (1,5 p. 100) et d'Ossètes (0,9 p. 100). De nombreux Géorgiens ont quitté le Caucase pour la Russie, l'Europe et l'Amérique du Nord. Par ailleurs, la quasi-totalité des Grecs (les Grecs dits pontiques étaient installés sur les bords de la Mer Noire depuis l'Antiquité) a rejoint la Grèce grâce au programme de retour (opération Jason) mis en place par le Gouvernement d'Athènes. La capitale Tbilissi compte, en 2010, 1,10 million d'habitants, Koutaïssi 190 000, Batoumi 122.000."*¹¹⁹

Recensement de la Population en Géorgie suivant l'appartenance ethnique après 2008¹²⁰

Tableau 3 : Population en Géorgie suivant l'appartenance ethnique après 2008

Population	Nb. d'habitants	en %
Géorgiens	4.630.800	83,8 %
Azéris	284.761	6,5 %
Arméniens	250.000	5,7 %
Russes	67.671	1,5 %
Ossètes	38.028	0,8 %
Grecs	15.166	0,3 %
Tchéchène	8.000	0,17 %
Tatars	4.000	0,085 %
Abkhazes	3.527	0,075 %
Assyriens	3.000	0,06 %
Turcs	1.200	0,025 %
Autres	4.000	0,085 %

Il y aurait aussi 40.000 Ossètes et 180.000 Abkhazes, mais ces chiffres sont contestés.

Sous le régime soviétique, tous ces différents groupes cohabitaient pacifiquement sous

¹¹⁹ Encyclopédie Universalis, 'Géorgie, le pays et les hommes - Encyclopédie Universalis' <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/georgie/1-le-pays-et-les-hommes/>> [consulté le 8 octobre 2012].

¹²⁰ Wikipedia, 'Démographie de la Géorgie - Wikipédia', 2012 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Démographie_de_la_Géorgie> [consulté le 1 juillet 2012].

la houlette du grand frère russe : artificiel ou non, c'était un état de fait. La création d'un Homo Sovieticus couplé à l'attractivité d'une URSS forte ne laissait aucune espace d'expression aux velléités nationalistes. Mais, après l'éclatement de l'empire soviétique, les revendications des peuples, occultées pendant 70 ans, débouchent sur des tensions nationalistes et communautaires se transformant en conflits ouverts. Et dès 1992, l'Abkhazie veut se séparer de la Géorgie,

Selon le principe énoncé plus haut, et selon le vœu exprimé par les populations dès l'éclatement de l'empire soviétique, tous ces peuples devraient pouvoir régir leur propre pays, là où ils sont majoritaires et où leurs ancêtres ont vécu. Et dans ce contexte – le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes -, les revendications des Abkhazes et des Ossètes du Sud se comprennent aisément et leur indépendance ne devrait pas poser de problème.

"Caucase : nationalisme ethnique et projets de partition (2003)" : voir carte p. 149

POPULATION DE GÉORGIE APRÈS 2008

"Les Géorgiens ont de la civilité et de l'humanité, et de plus ils sont graves et modérés... Chacun peut en Géorgie, vivre dans sa religion et dans ses coutumes, en discourir et la défendre. On y voit des Arméniens, des Grecs, des Juifs, des Turcs, des Persans, des Indiens, des Tartares, des Moscovites et des Européens."¹²¹

C'est ainsi que Jean Chardin, voyageur de la fin du XVIIème siècle a décrit les Géorgiens. Les Géorgiens ethniques cohabitent depuis des siècles avec une multitude de minorités, parfois pacifiquement, parfois beaucoup plus violemment.

La langue géorgienne constitue un groupe linguistique à part entière. Le groupe principal se divise en trois sous-groupes : les Géorgiens proprement dits, les Mingréliens et les Lazes. Ces derniers, islamisés, vivent aujourd'hui en Turquie. En dehors de ce groupe, on trouve aussi des tribus proto-géorgiennes dans les hautes vallées du Caucase (les Svanes, les Khersours, les Pachavs, les Touchs).

"Carte ethnolinguistique du Caucase " : voir carte p. 154

"Langues parlées dans le Caucase (2006)" : voir carte p. 156

¹²¹ Jean Chardin, Voyage de Paris à Ispahan, I. De Paris à Tiflis, p. 291

POPULATION D'OSSÉTIE DU SUD¹²²

Au VIIe siècle les Alains sont dispersés par les Khazars turcophones. Une partie des Alains, mentionnés comme Asses ou Osses, se réfugie autour du principal passage dans le nord-Caucase, dès lors nommé Dar-i-Alan ("*Porte des Alains*"), aujourd'hui la passe de Darial, qu'ils contrôlent depuis et qui fut longtemps une source de revenus, à côté du pastoralisme. Une partie de l'Ossétie est en Russie depuis 1714.

En 1922 les Soviétiques les organisent en deux entités politiques : la « *République socialiste soviétique autonome d'Ossétie-du-Nord* », dépendant de la République socialiste fédérative soviétique de Russie au nord de la passe de Darial et l'« *Oblast autonome d'Ossétie du Sud* » dépendant de la République socialiste soviétique de Géorgie. En 1991 les Ossètes proclament d'abord leur indépendance et la réunification des deux Ossétie, mais leurs leaders sont très rapidement persuadés de rester au sein de la Russie, officiellement (de jure) pour l'Ossétie du Nord, et officieusement (de facto) pour l'Ossétie du Sud (qui de jure est géorgienne). C'est donc pour unifier les deux Ossétie que l'Ossétie du Sud réclame son indépendance et son rattachement à l'Ossétie du Nord.

Considérant que leur pays est un État souverain, les autorités d'Ossétie du Sud ont organisé des élections qui ont nommé, le 19 avril 2012, M. Leonid Tibilov Président de la République.

Tableau 4 : Population en Ossétie suivant l'appartenance ethnique

	1926		1939		1959		1989		2005*	
Ossètes	60 351	69,1 %	72 266	68,1 %	63 698	65,8 %	65 233	66,2 %	45 000	64 %
Géorgiens	23 538	26,9 %	27 525	25,9 %	26 584	27,5 %	28 544	28,9 %	17 500	25 %
Russes	157	0,2 %	2 111	2,0 %	2 380	2,5 %	2 128	2,1 %	?	
Population totale	87 375		106 118		96 807		98 527		70 000	

"Ossétie - séparation du Nord et du Sud par la chaîne caucasienne" : voir carte p. 145

¹²² Wikipedia, 'Géorgie (pays) - Wikipédia', 2012
<[http://fr.wikipedia.org/wiki/Géorgie_\(pays\)#Population.2C_d.C3.A9mographie_et_culture](http://fr.wikipedia.org/wiki/Géorgie_(pays)#Population.2C_d.C3.A9mographie_et_culture)> [consulté le 11 juillet 2012].

POPULATION D'ABKHAZIE

Le cas des Abkhazes est différent. C'est l'un des peuples les plus anciens de la région, identifié comme étant les « Apsilae » de Plin l'Ancien. Après avoir fait partie, à partir du début du XVI^{ème} siècle de l'empire ottoman jusqu'en 1810, elle devient un protectorat russe jusqu'en 1864, puis incorporée à l'empire tsariste. Après la révolution d'octobre, elle est rattachée à la République Socialiste de Géorgie.

Profitant de l'éclatement de l'empire soviétique pour prendre son indépendance, l'Abkhazie se révolte contre la Géorgie et entame une « *guerre de sécession* » qui va durer d'août 1992 à septembre 1993. Cette guerre va provoquer le départ de la majorité des Géorgiens installés en Abkhazie par le pouvoir soviétique depuis plusieurs générations. C'est ainsi que 250.000 non abkhazes ont dû fuir et se réfugier en Géorgie ou se joindre à la diaspora géorgienne en Turquie, Europe ou Amérique.

Tableau 5 : Population en Abkhazie suivant l'appartenance ethnique en 2003¹²³

Population	Nombre	%
Abkhazes	94.606	43,947 %
Géorgiens	45.953	21,346 %
Arméniens	44.870	20,843 %
Russes	23.420	10,879 %
Greco	1.486	0,690 %
Estoniens	300	0,139 %
Total	215.275	

POPULATION D'ADJARIE

L'Adjarie est l'une des provinces historiques de la Géorgie. Comme les fouilles archéologiques l'attestent, le territoire d'Adjarie est peuplé depuis la période néolithique.

À l'époque du royaume de Kolkhe (VII-III av. JC.), les villes de la Mer Noire, Phichvnari, Batoumi et Apsaron (Gonio), jouaient un rôle important dans la vie politique et économique du royaume. La religion chrétienne a été introduite très tôt, dès le I^{er} siècle, par la prédication de Saint Matthieu, de Saint André et de Saint Simon de Canaan.

¹²³ 'Abkhazie' <<http://abkhazie.unblog.fr/2010/07/23/abkhazie/>> [consulté le 8 juin 2013].

Les Adjars font partie du même groupe ethnico-linguistique que les Géorgiens. Ils ont été conquis par les ottomans, au XVIIème siècle, et largement islamisés.

L'Adjarie possédait un statut de république autonome au sein de la République Soviétique de Géorgie. Une tentative d'indépendance sous l'égide d'Aslan Abachidzé s'est terminée par un bras de fer avec le nouveau Président géorgien. Depuis mai 2004, elle fait à nouveau partie de la Géorgie.

Tableau 6 : Population en Adjarie suivant l'appartenance ethnique en 2002¹²⁴

Population	Nombre	en %
Totale	337.000	
Géorgiens	279.700	83 %
Russes	30.000	
Arméniens	15.000	
Greco	7.000	
Autres	5.300	
Population urbaine		48 %
Population rurale		52 %
Batoumi	128.500	

c - Le "précédent Kosovar"¹²⁵ : un précédent juridique en relations internationales

Le 17 février 2008, le Kosovo, province faisant partie de la Serbie, déclarait unilatéralement son indépendance, indépendance que jamais Belgrade ne consentira à reconnaître et qui divise la communauté internationale.

Ce n'est pas la première fois qu'une simple province autonome déclare unilatéralement son indépendance : en 1991, le Tatarstan, la Tchétchénie, l'Abkhazie,

¹²⁴ Hervé Collet, '[Adjarie : Fiche Technique - COLISÉE]', 2004
<http://www.colisee.org/article.php?id_article=1044> [consulté le 11 juillet 2012].

¹²⁵ Nathalie Nougayrède, 'Géorgie, OTAN, Kosovo : la revanche russe', 2009
<http://www.lemonde.fr/idees/article/2008/08/11/georgie-otan-kosovo-la-revanche-russe-par-nathalie-nougayrede_1082334_3232.html> [consulté le 16 septembre 2012].

l'Ossétie du Sud, la Transnistrie et le Haut-Karabagh l'avaient déjà fait. Mais c'est la première fois qu'un certain nombre de nations (90 en 2012) reconnaissent cette indépendance. Malgré les dénégations de la Cour Internationale de La Haye¹²⁶, cette reconnaissance crée un précédent dont vont se servir les peuples qui veulent faire sécession.

La guerre osséto-géorgienne intervient six mois après la déclaration d'indépendance de la province du Kosovo que Moscou n'a cessé de dénoncer sans pouvoir s'y opposer. Mais en prévenant qu'elle ne resterait pas sans conséquences, notamment dans le Caucase

La Serbie a déposé un recours auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour savoir si la proclamation d'indépendance est un acte légal ou non.

"Si le tribunal soutenait la sécession, aucune frontière dans le monde et dans la région ne serait sûre",

avait affirmé à La Haye le Ministre des Affaires Étrangères serbe. La réponse de la Cour n'est pas vraiment du goût de la Serbie ; en effet, elle

"est d'avis que la déclaration d'indépendance du Kosovo adoptée le 17 février 2008 n'a pas violé le droit international."

"Le Kosovo ne constitue pas un précédent pour tout autre cas d'aspiration séparatiste",

a également affirmé Fatmir Sejdiu, Président du Kosovo.¹²⁷

Mais la Russie a soutenu la demande de la Serbie auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ). Pour elle cette reconnaissance est un précédent qui lui permet plus facilement de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Quelques jours après la reconnaissance du Kosovo par une partie de la Communauté internationale, Vladimir Poutine a promis au Caucase une « *préparation maison* ». C'est au moyen de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ces deux régions séparatistes géorgiennes que même Moscou considérait juridiquement, officiellement, comme appartenant à la Géorgie, que les dirigeants russes ont fait payer à Washington et à certaines capitales européennes le peu de cas qu'elles faisaient, selon le Kremlin, de la voix de la Russie sur la scène internationale.¹²⁸

¹²⁶ AFP, 'L'indépendance du Kosovo ne viole pas le droit international', 2010 <http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/22/la-cour-internationale-de-justice-valide-l-independance-du-kosovo_1391186_3214.html> [consulté le 1 juillet 2012].

¹²⁷ AFP, 'L'indépendance du Kosovo ne viole pas le Droit International'. [consulté le 1 juillet 2012]

¹²⁸ Régis Gente, 'L'Abkhazie et la Russie. Dans les griffes russes - Photo', 2012 <<http://www.diploweb.com/L->

d - Régions séparatistes et autonomistes en Géorgie

La disparition de l'Union Soviétique a donné naissance, en 1991, à quinze États indépendants et souverains sur la base des anciennes républiques soviétiques, dont la Géorgie. La République Socialiste Soviétique de Géorgie comprenait la République Socialiste Soviétique autonome d'Abkhazie, la République Socialiste Soviétique autonome d'Adjarie, et l'Oblast autonome sud ossète.

Au moment de la dislocation de l'URSS, les différentes républiques autonomes incluses dans la République de Géorgie ont voulu préparer leur indépendance vis-à-vis du pouvoir central géorgien. Ce qui a généré des conflits sanglants et non réglés définitivement. L'intégrité du territoire géorgien, reconnu par les instances internationales, est toujours menacée par le séparatisme des Ossètes et des Abkhazes soutenu essentiellement par la Russie.

2 - Irrédentisme gouvernemental et séparatisme régional

Le recouvrement de l'intégrité du territoire géorgien fait partie du programme de Mikheil Saakachvili et il l'a même présenté comme l'une de ses priorités lors de son accession au pouvoir en 2004. Depuis la sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, c'est un peu moins de 20 % du territoire géorgien qui est soustrait à l'autorité de Tbilissi.

Avec la Russie protectrice des deux régions sécessionnistes, on assiste à la bataille du pot de terre contre le pot de fer. La guerre d'août 2008 en est un exemple flagrant. Que peut faire la Géorgie contre un tel adversaire ? Se trouver des alliés puissants. C'est une des raisons pour lesquelles elle s'est tournée vers les États-Unis et l'Union Européenne.

Mais l'emprise de la Russie est de plus en plus forte sur les régions séparatistes : le rouble est la monnaie utilisée normalement et non le lari, la majorité des habitants a des passeports russes. En Abkhazie, des travaux ont été engagés, à l'initiative des autorités russes, pour rénover les infrastructures de transport et faciliter la circulation civile et militaire. La voie ferrée littorale, qui raccorde l'Abkhazie au réseau russe, a été rouverte. Grâce à la remise en exploitation de l'aéroport de Soukhomi, la toute nouvelle compagnie aérienne « *Lignes*

[Abkhazie-et-la-Russie-Dans-les.html](#)> [consulté le 21 mai 2012].

Aériennes d'Abkhazie » opère des liaisons régulières à destination des villes du Caucase du Nord, en dépit de l'opposition des autorités géorgiennes. La dynamique intégratrice tient également à la volonté des investisseurs russes d'exploiter le potentiel touristique de l'Abkhazie. Ancienne riviera soviétique, celle-ci se situe dans la continuité de la région de Sotchi, qui accueillera les jeux olympiques d'hiver en 2014.

Il est probable que la reconnaissance de l'indépendance des régions géorgiennes par la Russie annonce des recompositions territoriales qui posent la question du passage d'une indépendance de facto à une intégration de facto au sein de la Fédération de Russie¹²⁹. Mais le nouveau Premier Ministre, Bidzina Ivanichvili, a annoncé sa volonté de recouvrer la totalité du territoire géorgien, dans la continuité de la politique intérieure de ses prédécesseurs.

"Sud Caucase : autonomies, indépendances & irrédentismes (2008)" : voir carte p. 152

a - Référendum Ossète, déclaration unilatérale d'indépendance

Édouard Kokoïta, ancien Président de l'Ossétie du Sud, pose la question de fond sur la situation de son pays :

*"Existe-t-il un seul document qui prouve que l'Ossétie fait partie de la Géorgie ? Je tiens à souligner qu'à partir du moment où la Géorgie a cessé d'être une république de l'Union Soviétique, nous n'avons plus rien à voir avec elle."*¹³⁰

L'un des résultats politiques les plus importants du référendum est la faiblesse absolue des affirmations des ennemis de la réorganisation politique d'Ossétie du Sud. Comme l'a montré le référendum, 99% des votants inscrits sur les listes électorales se sont prononcés pour l'indépendance de la République de l'Ossétie du Sud et pour sa réunion avec l'Ossétie du Nord.

Pour mieux comprendre cette volonté populaire qui semble unanime, il faut regarder une carte montrant, d'une part l'homogénéité ethno-linguistique non-géorgienne des Ossètes et, d'autre part, la différence de niveau de vie entre le Nord et le Sud du territoire occupé par les Ossètes.

¹²⁹ Julien Thorez, 'Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles', 2009 <<http://echogeo.revues.org/10890#tocto1n5>> [consulté le 22 mai 2012].

¹³⁰ Édouard Kokoïta, '«La prestation de Saakachvili à Strasbourg est une manœuvre de diversion.» [Réseau Voltaire]', 2005 <<http://www.voltairenet.org/La-prestation-de-Saakachvili-a>> [consulté le 11 juillet 2012].

Toutefois, il faut aussi tenir compte de la topographie¹³¹ : la Géorgie veut occuper son espace « naturel » imposé, au Nord, par la chaîne du sud Caucase.

"Ossétie - séparation du Nord et du Sud par la chaîne caucasienne" : voir carte p.145

"Langues et pluralité ethnique du Caucase" : voir carte p.157

PREMIER RÉFÉRENDUM DU 19 JANVIER 1992¹³²

Question : « *Voulez-vous l'indépendance de l'Ossétie du Sud ?* ».

Résultat : sur un total de 53.441 inscrits, oui (53.308) ; non (48), nuls (85).

Déclaration de la Commission centrale du referendum de la République de l'Ossétie du Sud :

"Le 19 janvier 1992, à la République de l'Ossétie du Sud, a eu lieu la votation populaire (un referendum) à l'égard de la question de l'indépendance de la République de l'Ossétie du Sud et sur sa réunion avec la Russie. Les résultats du referendum ont montré d'une manière convaincante la légitimité des programmes nationaux et politiques, qui sont réalisés par le Gouvernement de la République de l'Ossétie du Sud à la base du droit inaliénable des nations à l'autodétermination et en conformité avec les normes de droit reconnues par la communauté mondiale."

"On ne force pas à l'égalité et à l'indépendance et le peuple ne peut pas être irresponsable, comme disent certains mass media, qui supportent, bon gré mal gré, le néofascisme géorgien."

La participation active à la votation des réfugiés de la Géorgie (des victimes des pogromes anti-ossètes et des répressions, qui habitent maintenant l'Ossétie du Nord) démentent aussi l'information sur l'attitude négative des Ossètes habitant la Géorgie en dehors de la République de l'Ossétie du Sud, à l'égard du programme de l'autodétermination nationale des Ossètes de Sud et de leur réunion avec la Russie.

De cette manière, le referendum de la République de l'Ossétie du Sud a confirmé, encore une fois, la légitimité des réformes démocratiques réalisées par le Soviet Suprême et par le Gouvernement de la République de l'Ossétie du Sud, basées sur le

¹³¹ Bourrichon, 'Georgia Topographic Map - Wikipédia', 2009
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Georgia_topographic_map-fr.svg> [consulté le 11 octobre 2012].

strict respect des normes du droit international."

Président de la Commission centrale du référendum : Yuri Dzitstsoyty.

Le 24 janvier 1992, publié d'après l'édition YuO-SDM, page 96, annexe 6.

ACTE DE LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE DE L'OSSÉTIE DU SUD.

- Vu le danger mortel, qui menace la République de l'Ossétie du Sud en liaison avec les crimes, qui ont mis à la limite de l'extinction son peuple et sa culture,

- Vu le génocide des Ossètes, effectué avec la violence et la perfidie par la République de la Géorgie au cours de la désagrégation de l'URSS aux années 1989-1992, en se basant sur le droit à l'autodétermination, prévu par le Statut de l'ONU et par les autres documents juridiques internationaux,

- Vu les résultats des élections au Soviet Suprême de la République de l'Ossétie du Sud en date du 9 décembre 1990,

- Vu la volonté du peuple, exprimée au cours du référendum du 19 janvier 1992, en exécutant la Déclaration sur la souveraineté nationale de la République de l'Ossétie du Sud, le Soviet Suprême proclame solennellement l'indépendance de l'Ossétie du Sud et la création de l'État indépendant de l'Ossétie du Sud,

Le territoire de la République de l'Ossétie du Sud est indivisible et désormais, sur le territoire de l'Ossétie du Sud est en vigueur seulement la Constitution et les lois de la République de l'Ossétie du Sud

Cet acte entre en vigueur en comptant du moment de son approbation.

Soviet Suprême de la République de l'Ossétie du Sud, Tskhinvali, le 29 mai 1992.

DEUXIÈME RÉFÉRENDUM DE L'OSSÉTIE DU SUD: NOVEMBRE 2006

Le deuxième référendum sur l'indépendance de l'Ossétie a eu lieu en novembre 2006. Les résultats sont tout aussi probants : près de 99% des voix avec un taux de participation de 95,2%. C'est un véritable plébiscite. Les quelque 55.000 Ossètes du Sud qui ont été appelés à se prononcer au cours du référendum sur l'indépendance de cette république séparatiste de Géorgie soutenue par Moscou ont largement voté pour la proposition des autorités de

Tskhinvali, la capitale, de faire de la république un État indépendant.¹³²

b - M. Saakachvili propose une large autonomie aux Ossètes du Sud¹³³

D'après Pierre Razoux, encouragé par son succès en Adjarie, le Président Saakachvili veut rétablir la souveraineté géorgienne sur l'Ossétie du Sud qui ne compte plus que 75.000 habitants dont 80% d'Ossètes. Il propose aux Ossètes du Sud une très large autonomie politique et une importante contribution financière et sociale s'ils réintègrent le giron géorgien. Or l'Ossétie du Sud est minée par la pauvreté et le chômage. Bien que cette autonomie soit plus étendue que celle de l'Ossétie du Nord dans le cadre russe, les Ossètes rejettent en bloc sa proposition.

Du point de vue russe, le Président Saakachvili a fait deux erreurs en peu de temps : il a demandé un plan de partenariat avec l'OTAN et a soutenu la "*révolution orange*" en Ukraine, ce qui lui vaut l'hostilité du Président Poutine.

3 - L'état de fait territorial après 2008

Sur fond de tensions interethniques, la Géorgie cristallise les oppositions et les appartenances stratégiques divergentes des trois républiques du Sud-Caucase. Cet espace, jadis enclavé entre les empires russe et ottoman, récemment devenu nouveau voisinage de l'Europe, est aujourd'hui soumis à la confrontation entre une stratégie de déstabilisation régionale qui a pour but de proroger la présence russe dans la Caucase du Sud, et la sécurisation des intérêts occidentaux de la zone.

"Tableau des principales minorités ethniques de Géorgie " : voir tableau p. 182

Après la réunion de la "Commission OTAN-Géorgie" (COG) à l'occasion de la visite du Conseil de l'OTAN, en présence du Premier Ministre géorgien, il a été confirmé, le 9 novembre 2009, que :

¹³² A.M, 'L'Ossétie du Sud plébiscite son indépendance - Libération', 2006
<<http://www.liberation.fr/monde/010114338-l-ossetie-du-sud-plebiscite-son-independance>> [consulté le 25 mai 2012].

¹³³ Pierre Razoux, op. cit. p. 291 et 292

*"Les ministres des pays de la COG ont manifesté leur appui aux travaux de la Mission de Surveillance de l'Union Européenne (MSUE) et ont souligné la nécessité d'un accès sans entrave, pour les observateurs internationaux, à l'ensemble du territoire de la Géorgie, y compris les régions géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Les ministres des pays de l'OTAN ont réaffirmé leur appui résolu à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Ils ont également réaffirmé leur politique constante de non-reconnaissance des régions géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie et rappelé les décisions prises au sommet de Lisbonne, notamment celle de continuer de demander à la Russie de revenir sur sa décision de reconnaître les régions géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en tant qu'États indépendants."*¹³⁴

Cette déclaration montre bien que le but de la Géorgie en déclenchant un conflit armé en Ossétie du sud en août 2008 n'a pas été atteint. Devenue voisine de l'Europe, elle est aujourd'hui soumise à deux forces contraires : déstabilisation régionale pour essayer de proroger au maximum la présence russe dans le Sud Caucase, et la sécurisation des intérêts occidentaux de la zone.

a - Adjarie

Tout de suite après son élection, le Président Saakachvili a pris les mesures radicales pour rétablir l'autorité de Tbilissi sur la république autonome d'Adjarie, en fait quasi indépendante sous la houlette de son leader Aslan Abachidzé.

*"Nos troupes sont prêtes à engager des opérations sur tout le territoire du pays si c'est nécessaire, à réduire les bandes armées illégales et les seigneurs féodaux. À côté des forces armées nationales, trois armées privées, trois groupes illégaux constitués de bandits opèrent sur le territoire de la Géorgie et certains de leurs membres parlent géorgien."*¹³⁵

¹³⁴ Documents officiels, 'nato - official text: déclaration conjointe à la réunion de la commission otan géorgie au niveau des ministres des affaires étrangères tenue à berlin (allemagne), 15-apr.-2011', 2011 <http://www.nato.int/cps/fr/sid-165e6142-7f051a88/natolive/official_texts_72697.htm?selectedlocale=fr> [consulté le 1 juillet 2011].

¹³⁵ Mirian Méloua, 'L'opposition extra-parlementaire géorgienne manifeste dans la rue depuis le 9 avril 2009 - [COLISÉE]', 2009 <http://www.colisee.org/article.php?id_article=2840> [consulté le 12 août 2011].

Le Président géorgien Mikheil Saakachvili, en campagne pour les législatives du 28 mars 2004, s'est vu refuser le 15 mars l'accès de cette région quasi indépendante, par des hommes en armes.

*"Le Président doit avoir la capacité de se déplacer librement dans le pays."*¹³⁶

a dit M. Saakachvili, en s'adressant à l'aide d'un porte-voix à une foule d'un millier d'Adjars qui bloquaient son chemin. Le dirigeant de l'Adjarie, Aslan Abachidzé, opposant farouche de Saakachvili, a accusé Tbilissi de chercher à le renverser par la force. En réponse à son refus d'obtempérer, Tbilissi a bloqué les trafics routiers, ferroviaire et aérien à destination et en provenance d'Adjarie, et il a même mis en place un blocus maritime à Batoumi, la capitale.¹³⁷

Après un bras de fer entre le dirigeant d'Adjarie et le Président géorgien, qui a failli tourner à l'affrontement armé - destruction des ponts entre l'Adjarie et la Géorgie ordonnée par le dirigeant adjar, contrôle des frontières intérieures par l'armée géorgienne - Aslan Abachidzé quitte le pays le 6 mai 2004 pour se réfugier à Moscou.

Le Président Saakachvili réimpose donc le contrôle de l'État central sur l'Adjarie. Le successeur d'Aslan Abachidze, Levan Varshalomidze¹³⁸, Directeur des Chemins de Fer de Géorgie, proche du Président M. Saakachvili, a redéfini avec Tbilissi la répartition des pouvoirs, promis réformes, développement économique, lutte contre la corruption, le chômage et la pauvreté. Mais reste préoccupant le problème du « *milieu géorgien* » qui s'embarrasse peu des frontières : trafic d'armes, de drogues, racket...

Les bases militaires russes ont été retirées¹³⁹, tandis que les États-Unis finançaient l'installation d'un radar moderne pour les garde-côtes géorgiens.¹⁴⁰

"Géorgie – bases militaires russes" : voir carte p. 142

Le Président géorgien, désireux de rattacher juridiquement l'Adjarie à la Géorgie, a

¹³⁶ AFP, 'Intérêt-général Info', 2004 <<http://www.interet-general.info/spip.php?article683>> [consulté le 16 mai 2013].

¹³⁷ AFP, 'Untitled Document', 2004 <http://ouvertsurlmonde.pagesperso-orange.fr/GEORGIE/Vers_une_confrontation_entre_la_Georgie_et_la_republique_autonome_d'Adjarie_La_Russie_se_declare_neutre_et_la_Turquie_soutient_Tbilissi.htm> [consulté le 22 mai 2012].

¹³⁸ 'Levan Varshalomidze - Wikipedia, the Free Encyclopedia' <http://en.wikipedia.org/wiki/Levan_Varshalomidze> [consulté le 15 septembre 2012].

¹³⁹ 'List of Russian Military Bases Abroad - Wikipedia, the Free Encyclopedia' <http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Russian_military_bases_abroad> [consulté le 15 septembre 2012].

¹⁴⁰ 'Adjarie - Encyclopédie Larousse' <<http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Adjarie/104074>> [consulté le 23 mai 2012].

demandé à la « *Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit* » (Commission de Venise)¹⁴¹ son avis sur un projet de loi constitutionnelle sur le statut de la République Autonome d'Adjara avant qu'il ne soit adopté par les autorités géorgiennes, car il n'y avait pas de base juridique claire fixant l'étendue de l'autonomie de l'Adjara.

Ce sera la première fois que le statut d'une région autonome de la Géorgie sera défini par la loi. Cependant, la loi constitutionnelle ne s'appliquera qu'à la situation de la République d'Adjara et ne servira pas de modèle pour d'autres régions autonomes.

b - Abkhazie

En 1989, date du dernier recensement soviétique, l'Abkhazie comptait environ 500.000 habitants, dont près de 50 % géorgiens et 17 % abkhazes.

Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Abkhazie le 23 juillet 1992, les autorités géorgiennes ne peuvent plus exercer de contrôle sur ce territoire. N'acceptant pas cette situation, le Gouvernement a envoyé 3.000 hommes dans la région pour mater les opposants. Mais aidés par des volontaires venant de tout le Caucase musulman, les séparatistes abkhazes arrivent à garder le contrôle du pays.

Après les expulsions de 1993, soit de 250.000 habitants pour la plupart géorgiens, les abkhazes représentent 45 % de la population et sont donc l'ethnie la plus nombreuse : cette situation pourrait être comparée au « *rapatriement* » des Européens d'Algérie après les accords d'Évian.

Le Président géorgien avait cru qu'il allait arriver au même résultat avec les Abkhazes et les Ossètes qu'avec les Adjars. Il n'en a pas été selon ses désirs, car ces deux derniers peuples ne se sentent aucun lien commun avec les Géorgiens. Les autorités abkhazes refusent donc tout contrôle de leur pays en particulier par les forces de maintien de la paix de l'ONU ou de l'Union Européenne.

Cette indépendance de fait est reconnue par six États (la Russie, le Venezuela, le Nicaragua, Nauru, Vanuatu, Tuvalu) mais non par la communauté internationale dans son ensemble. En effet, selon l'agence russe d'information internationale RIA Novosti :

¹⁴¹ Conseil de l'Europe, 'Venice Commission - Commission de Venise'
<http://www.venice.coe.int/site/main/Presentation_F.asp> [consulté le 12 septembre 2012].

*"L'Union Européenne a refusé de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie en proclamant son soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Géorgie."*¹⁴²

c - Ossétie

Les Ossètes disent avoir été joints de force à la Géorgie durant l'ère soviétique et souhaitent désormais exercer leur droit à l'autodétermination et vont tout faire pour retrouver leur indépendance. Après de violents combats entre janvier 1991 et juin 1992, ils concluent avec les Géorgiens les accords de Dagomys¹⁴³ le 26 juin 1992 et de Sotchi le 24 juillet de la même année. Suite à ces accords, l'essentiel du territoire de l'Ossétie passe sous contrôle des indépendantistes tandis qu'une petite partie reste sous contrôle géorgien¹⁴⁴.

Les Ossètes ont procédé à deux référendums populaires sur, d'une part l'indépendance de l'Ossétie du Sud et, d'autre part son rattachement à la Russie. 99% des votants se sont prononcés pour l'indépendance du pays et sa réunion à la Fédération de Russie. Mais le Gouvernement géorgien, les États-Unis et l'Union Européenne considèrent ce référendum comme illégal alors que la Russie le reconnaît.

L'Ossétie du Sud s'est rapprochée de la République d'Ossétie du Nord, une des Républiques de la Fédération de Russie, avec laquelle elle a une frontière, une culture et des relations économiques communes. En fait, les indépendantistes souhaitent une réunification avec elle, mais ni la Fédération de Russie, ni l'OSCE, ni la Géorgie ne soutiennent cette solution. De son côté, le Président géorgien propose une large autonomie au sein d'un État fédéral, proposition refusée par les indépendantistes.

Toutes ces tensions ont abouti, dans la nuit du 7 au 8 août 2008, à une guerre éclair pour le contrôle de cette région, guerre qui s'est soldée par la défaite de la Géorgie et par la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Ossétie. Cette indépendance n'est pas admise par les pays occidentaux, en particulier par les États-Unis qui, comme le disait la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, en visite à Tbilissi :

¹⁴² *RIA-Novosti* 01.12.2010, 'Abkhazie et Ossétie "Zones de Conflit Régional" Aux yeux de Bruxelles (Fûle) | International | RIA-Novosti', 2010 <<http://fr.rian.ru/world/20101201/188009773.html>> [consulté le 25 mai 2011].

¹⁴³ Dominique Hamon, 'La Guerre de Géorgie : premier conflit de la nouvelle guerre froide? - Géopolitique', 2008 <<http://geopolitique.over-blog.fr/article-23980733.html>> [consulté le 12 septembre 2012].

¹⁴⁴ *RIA-Novosti* Aleksei Danichev, 'L'Ossétie du Sud promet d'abattre les drones géorgiens (officiel) | Ex-URSS | RIA-Novosti', 2010 <http://fr.rian.ru/ex_urss/20101115/187872498.html> [consulté le 26 mai 2011].

" soutiennent la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et attendent la levée de l'occupation."¹⁴⁵

Les Ossètes se considèrent comme indépendants, bien que, aux termes d'accords signés en 2009, ils délèguent à Moscou les compétences liées à la protection de leurs frontières nationales¹⁴⁶. Aussi ont-ils élu après bien des péripéties, Léonid Tibilof, le 19 avril 2012, Président de cette région sécessionniste.

d - Discussions de Genève

Après la guerre d'août 2008, il a été décidé que les parties en présence se retrouveraient régulièrement pour discuter d'un règlement acceptable pour tous. Ces rencontres entre les diplomates représentant l'Union Européenne, l'OSCE (dont la présence est contestée), l'ONU, la Russie, les États-Unis, la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud visent à stabiliser la situation dans la région.¹⁴⁷

Les réunions ont débuté le 15 septembre 2008, mais leur poursuite s'est avérée pleine d'embûches en raison des revendications des uns jugées inacceptables par les autres. Les trois premières séances n'ont abouti à aucune décision concrète. La quatrième, tenue les 17 et 18 février 2009, a permis aux participants de mettre au point un document définissant les modalités de prévention et de règlement des incidents en Géorgie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Parfois des délégations abkhazes ou ossètes refusent d'assister aux séances ou partent avant la fin parce qu'elles trouvent inadmissible tel ou tel propos. Par exemple, en mai 2009, la délégation abkhaze a refusé de participer au cinquième volet des discussions de Genève parce que Soukhoumi conditionne sa participation à la reconnaissance par l'ONU de son nouveau statut de république indépendante. Dans d'autres cas, ce sont les Russes qui partent, cette indépendance ayant été reconnue par la Russie et le Nicaragua en 2008. Ou encore, la délégation sud-ossète quitte les négociations en signe de protestation contre l'absence de la

¹⁴⁵ *RIA-Novosti* Alexei Druzhinin, 'Géorgie/Ossétie: Régler les Différends Sans Ingérence Américaine (Poutine) | International | RIA-Novosti', 2010 <<http://fr.rian.ru/world/20100706/187017096.html>> [consulté le 16 juin 2011].

¹⁴⁶ *RIA-Novosti* Mikhail Klimentiev, 'Abkhazie/Ossétie: Medvedev Signe les accords sur la frontière (Kremlin) | Ex-URSS | RIA-Novosti', 2010 <http://fr.rian.ru/ex_urss/20100405/186395050.html> [consulté le 16 juin 2011].

¹⁴⁷ *RIA-Novosti*, 'Caucase du Sud : la Russie propose de suspendre les consultations de Genève | International | RIA-Novosti', 2009 <<http://fr.rian.ru/world/20090518/121650793.html>> [consulté le 5 juin 2012].

délégation abkhaze.

En général ces discussions aboutissent à peu de choses, si ce n'est de petites avancées comme l'engagement de ne pas recourir à la force pris le 6 décembre 2010 par les Présidents abkhaze et sud-ossète ; ou le rappel par la France du rôle clé de la Mission de Surveillance de l'Union Européenne.¹⁴⁸

Le 21ème cycle de discussions de Genève est le premier depuis la victoire de Bidzina Ivanichvili le 1er octobre en Géorgie.

"Je peux dire qu'il y a un certain optimisme à la suite des premières déclarations de la direction à venir (le nouveau Gouvernement géorgien), quant à la poursuite du processus de Genève [...] Cela nous donne un certain optimisme et crée des occasions [...] sur les questions clés."

a déclaré M. Turunen, représentant de l'ONU.

Les médiateurs ont par ailleurs indiqué avoir soumis aux Russes et aux Géorgiens un "projet de déclaration commune" sur le non recours à la force, mais n'ont pas donné aux médias de détails sur le texte.

"Nous sommes assez satisfaits : après plusieurs cycles de délibérations interminables, nous avons commencé à travailler sur un document [...] sur l'obligation de ne pas utiliser la force. C'est un bon pas, un pas significatif dans la bonne direction qui mettra fin au débat sur le non usage de la force."

a expliqué pour sa part aux journalistes le vice-ministre géorgien des Affaires étrangères Sergi Kapanadze.¹⁴⁹

Le 28 mars 2013 a eu lieu la 23ème séance des discussions. Les participants ont débattu de la question du non-recours à la force. Philippe Lefort, représentant spécial de l'Union Européenne, a déclaré que l'atmosphère de la session de mardi et mercredi avait été « constructive » : les participants ont débattu des questions relatives aux personnes disparues et de la possibilité d'organiser pour les personnes affectées par les conflits des visites de l'autre

¹⁴⁸ FRANCE DIPLOMATIE, 'Géorgie - 20ème session des discussions de Genève (07-08.06.12) - France-Diplomatie-Ministère des Affaires Étrangères' <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/georgie/la-france-et-la-georgie/evenements-21285/article/georgie-20eme-session-des>> [consulté le 7 juillet 2012].

¹⁴⁹ AFP, 'Russie-Géorgie : discussions de Genève "optimisme" après les élections - Le Courrier du Vietnam', 2012 <<http://lecourrier.vnnet.vn/lecourrier/fr-fr/details/33/politique/53450/russie-georgie-discussions-de-geneve-optimisme-apres-les-elections.aspx>> [consulté le 15 mai 2013].

côté des lignes de séparation, ainsi que de la nécessité de dispositions spéciales en cas d'urgences médicales.¹⁵⁰

En fait, depuis le 15 septembre 2008 qu'existent ces discussions de Genève, elles n'ont jusqu'à présent abouti à aucun résultat concret. Mais toutes les parties espèrent arriver à s'entendre sur la sécurité dans les républiques séparatistes.

e - Quel sort pour les autres minorités ?

Héritière des nombreux mouvements de population durant les siècles passés et de la faible homogénéité démographique du Caucase, la Géorgie était, à l'époque soviétique, la République de l'Union comportant la plus forte proportion de minorités. Voici les résultats du recensement de 2002 :

Tableau 7 : La population géorgienne (sans les deux républiques séparatistes) en 2002

Population en Géorgie	en %
Géorgiens	83,8%
Azéris	6,5%
Arméniens	5,7%
Russes	1,5%

D'après le recensement de 1989, les Géorgiens ne constituaient que les deux tiers de la population. Les documents administratifs mentionnaient pour chaque individu sa citoyenneté et son "ethnie" (Nacional'nost' = nationalité en russe)¹⁵¹. Il était possible de choisir entre l'ethnie de son père et celle de sa mère encore fallait-il que celle-ci figure sur une liste d'ethnies elle-même fluctuante et souvent arbitraire. Ce système favorisait une double allégeance, envers l'État soviétique et envers son "ethnie", au détriment de l'identification à la République de résidence. Le choix de l'ethnie pouvait avoir des conséquences importantes dans la mesure où le statut de certaines catégories fournissait des privilèges (quotas dans les instances dirigeantes, dérogation à la conscription, etc.). Certaines ethnies se sont vues dotées

¹⁵⁰ xinhua, 'la russie et la géorgie conviennent de poursuivre les discussions pour un communiqué sur le non-recours à la Force', 2013 <<http://french.peopledaily.com.cn/International/8186378.html>> [consulté le 15 mai 2013].

¹⁵¹ Sergueï SAKHNO, '« Peuple », « Nation » et « Ethnos » dans le discours russe', 2006 <<http://strates.revues.org/1802>> [consulté le 22 juin 2013].

d'une reconnaissance administrative, alors que d'autres faisaient face à une discrimination quasi officielle.

La République Soviétique Socialiste de Géorgie comprenait, comme on l'a vu, deux républiques autonomes, la République Soviétique Socialiste Autonome d'Abkhazie et la République Soviétique Socialiste Autonome d'Adjara et un district autonome, le District Autonome d'Ossétie du Sud.

"L'héritage soviétique est un facteur essentiellement négatif : le système d'état civil a contribué à privilégier dans les esprits l'identité ethnique au détriment de l'allégeance citoyenne".¹⁵²

Une fois indépendante, la Géorgie est devenue membre d'organisations internationales (ONU, OSCE, Conseil de l'Europe) et est donc liée par ses engagements en matière de Droits de l'Homme. Le 21 janvier 2000, elle a signé la convention-cadre du conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales. Et la constitution de 1995 consacre l'égalité des droits et le principe de non discrimination fondé sur l'appartenance nationale, ethnique, linguistique ou religieuse.¹⁵³

C - Bilan démographique

Depuis son indépendance, la population de la Géorgie a sévèrement diminué au point de perdre près d'un million d'habitants : elle était estimée à 5.5 millions en 2001¹⁵⁴ pour chuter à 4.5 millions en 2012.

Tableau 8 : Statistiques démographiques sur la population géorgienne en 2012¹⁵⁵

Population géorgienne : statistiques	
Population totale (2012)	4.570.934

¹⁵² « les minorités ethniques en Géorgie » <http://www.fidh.org/IMG/pdf/ge412fr.pdf> [consulté le 16 septembre 2012]

¹⁵³ 'Ge412fr.pdf (Objet Application/pdf)' <<http://www.fidh.org/IMG/pdf/ge412fr.pdf>> [consulté le 12 juillet 2012].

¹⁵⁴ Université de Laval, 'Géorgie' <<http://www.axl.cefam.ulaval.ca/asia/georgie.htm>> [consulté le 8 juin 2013].

¹⁵⁵ Wikipedia, 'Démographie de la Géorgie - Wikipédia'.

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Démographie_de_la_Géorgie](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_la_G%C3%A9orgie) [consulté le 1 juillet 2012]

Densité de population (2012)	65,6 h/km ²
Population de moins de 15 ans (2011)	15,6 %
Population de plus de 64 ans (2011)	16,0 %
Espérance de vie à la naissance (2012)	77,32 ans
Population urbaine (2010)	53,0 %
Age médian (2011)	39,1 ans
Taux de fécondité (2011)	1,45
Taux de natalité (2012)	10,75 ‰
Taux de natalité (1970)	19,0 ‰
Taux de mortalité (2012)	10,05 ‰
Taux d'accroissement naturel (2012)	0,19 %
Mortalité infantile (2011)	15,17 ‰
Mortalité maternelle pour 100.000 naissances	48
Taux de migration (2012)	-3,96 ‰

"Taux de croissance démographique " : voir tableau p. 190¹⁵⁶

"Géorgie, Caucase : démographie rurale et urbaine" : voir carte p. 147

1 - Migration politique

Plusieurs facteurs interviennent dans la modification en profondeur de la structure de la population en Géorgie. Cette modification est due aux conflits interethniques qui déchirent le pays depuis plus de deux décennies, aux transferts de populations, et au mode de vie de plus en plus occidentalisé qui a réduit considérablement le solde naturel de la démographie géorgienne.

Les guerres d'Ossétie et d'Abkhazie ont en particulier transformé la population et le peuplement de la Géorgie, dans un contexte marqué par une crise démographique sans précédent. La population géorgienne a, en effet, reculé de 5,4 millions à 4,5 millions d'habitants de 1989 à 2006, soit - 16 %.¹⁵⁷

¹⁵⁶ World Factbook CIA, 'Géorgie - taux de migration nette - diagrammes historiques de données par année', 2011 <<http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?v=27&c=gg&l=fr>>. [consulté le 12 octobre 2012]

¹⁵⁷ Julien Thorez.

Dans les territoires sécessionnistes le processus de dépeuplement a été encore plus accentué, en raison de la fuite, souvent définitive, des habitants devant les combats. En Abkhazie la population a été réduite de près de 60% depuis 1989, de près de 30 % en Ossétie du Sud.

"Taux de migration nette en Géorgie" : voir tableau p. 189¹⁵⁸

a - L'émigration des opposants politiques

Les flux d'émigrations à caractère politique, associés aux douze années d'indépendance du XXème siècle, ont à peine dépassé la dizaine de milliers de personnes. Pour les soixante-dix années de régime soviétique, la comptabilité des victimes de la police politique, et de la déportation dans les camps, reste à établir.

Fin 1991, la dissension éclate entre le Président et des chefs de guerre locaux ; des tentatives de coup d'état se succèdent de part et d'autre. La guerre civile s'amplifie en Ossétie du Sud, environ 1.500 victimes sont à déplorer. Quelques milliers de résidents d'ethnie géorgienne fuient vers l'intérieur du pays, des dizaines de milliers d'Ossètes fuient vers l'Ossétie du Nord. La région se vide. Malgré quelques retours, elle abritera bientôt à peine cent mille Ossètes alors qu'elle en comptait plus de cent cinquante mille quelques années plus tôt.

En Géorgie même, la situation devient difficile pour les anciens partisans de Gamsakhourdia. Beaucoup sont arrêtés et maltraités, les autres fuient et constituent une nouvelle émigration vers la Suisse, l'Allemagne et la France. La situation deviendra également difficile pour les partisans des chefs de guerre locaux ; ils seront emprisonnés (comme Djaba Iosseliani) ou s'exileront vers la Russie (comme Igor Guiorgadzé).

b - L'affaire des passeports : une décision de politique régionale aux conséquences économiques et migratoires importantes

En février 2004, le dirigeant de l'Ossétie du Sud, Édouard Kokoïty, déclarait que 95 % des 100 000 habitants de la république avaient la citoyenneté russe.

¹⁵⁸ CIA, 'Géorgie - taux de migration nette - diagrammes historiques de données par année'.

Comme les Ossètes du Sud, la majorité de la population abkhaze a adopté la citoyenneté russe. En août 2005, le ministre des Affaires Étrangères russe a confirmé que plus de 80 % des Abkhazes détenaient des passeports russes. Ce chiffre a augmenté dans la mesure où, depuis le 1er décembre 2005, les pensions ne sont versées qu'aux détenteurs d'un passeport russe.

En Russie, un régime spécial a été mis en place pour les Abkhazes et les Ossètes du Sud souhaitant acquérir la citoyenneté russe, ce qui leur permet de contourner les longues procédures habituelles. Si ces ressortissants s'empressent d'obtenir des passeports russes, c'est parce que leur refus de reconnaître l'autorité géorgienne sur leur territoire est sanctionné par la non-délivrance de passeports géorgiens et, par conséquent, l'impossibilité de voyager en dehors du pays. Abkhazes et Ossètes du Sud sont dispensés du régime de visa, imposé par la Russie aux Géorgiens en décembre 2000 : avantage que le Parlement européen a qualifié d'« *annexion de facto du territoire géorgien* ». ¹⁵⁹

"Les chefs de l'administration des villages situés sur le territoire de la région abkhaze de Gali - à majorité géorgienne - ont été convoqués à l'Administration centrale au sujet de la délivrance de passeports abkhazes à leurs habitants",

rapporte le journal en ligne de Tbilissi, le *Georgian Times*.

"Le régime fantoche de Soukhoumi - capitale de la république séparatiste géorgienne d'Abkhazie - a fixé à la fin février l'échéance pour formuler sa demande de passeport abkhaze. Les habitants qui refusent d'avoir le passeport abkhaze sont priés de quitter le territoire", précise le titre. ¹⁶⁰

Il est donc évident que, pour les Abkhazes comme pour les Ossètes du sud, il est indispensable d'avoir des passeports russes pour pouvoir travailler et se déplacer en Russie et dans le monde, le territoire géorgien leur étant interdit.

Le 9 septembre 2009, l'Union Européenne a commandé une Enquête Internationale Indépendante faisant le point des conséquences de l'octroi de passeports russes aux ressortissants des régions sécessionnistes. De cette enquête il ressort que l'octroi d'une

¹⁵⁹ 'L'IFRI, le "think tank" français de référence sur les questions internationales'

<www.ifri.org/downloads/germanfrancais.pdf> [consulté le 10 juillet 2012].

¹⁶⁰ Courrier international, 'Abkhazie-Ossétie du Sud • passeports abkhazes et langue ossète | Courrier International', 2009 <<http://www.courrierinternational.com/breve/2009/02/16/passeports-abkhazes-et-langue-ossete>> [consulté le 10 juillet 2012].

nationalité relève du seul droit interne de l'État : si les Russes veulent donner la nationalité russe à des Ossètes ou des Abkhazes, ça les regarde, le droit international reste neutre sur ce point. Mais ce n'est pas parce que l'octroi est licite que toutes les conséquences de cet octroi le seront. C'est donc au niveau des conséquences que pourraient apparaître des violations du droit international.¹⁶¹

2 - Migration économique

a - État des lieux

Selon le dernier recensement effectué par les soviétiques la Géorgie comptait 5,5 millions d'habitants en 1989. Le recensement de mai 2003 comptabilise 4,4 millions d'habitants sur le territoire "de fait" de la Géorgie. Qu'est devenu le million qui manque ?

Début 1991, les frontières s'ouvrent ; certaines minorités ethniques en profitent, car elles craignent la montée d'un nationalisme intransigeant. Des Juifs prennent le chemin d'Israël, ou cherchent à gagner les États-Unis. Il est difficile pour les Russes qui ne pratiquaient généralement pas le géorgien de vivre dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue officielle. Les Arméniens, devant la difficulté économique d'un retour en Arménie, se regroupent souvent en minorités un peu plus importantes.

Un million de Géorgiens travaille régulièrement à l'étranger. Chaque année, un milliard d'euros est envoyé vers la mère patrie. On peut comparer ce phénomène à ce qui s'est passé dans d'autres pays : la France, par exemple, comme les pays de l'ex-URSS, la Turquie, la Grèce et l'Allemagne, est devenue, pour les Géorgiens, un pays d'émigration économique alors qu'elle était une terre d'émigration politique au XXème siècle.¹⁶²

"Sud Caucase : déplacements et migrations, 1988-2004" : voir carte p. 148

b - Migrations régionales du fait des guerres

¹⁶¹ Marc Atger, 'M2BDE | Master d'études bilingues des droits de l'Europe', 2010 <<http://m2bde.u-paris10.fr/blog/rapports-droit-interne-et-droit-international-ou-européen?page=2>> [consulté le 12 juillet 2012].

¹⁶² Mirian Méloua, '[II] les émigrations géorgiennes vers la France : dates clés, chiffres clés - COLISEE]', 2012 <http://www.colisee.org/article.php?id_article=3618> [consulté le 3 juillet 2012].

Il faut distinguer "réfugié" et "déplacé".¹⁶³

- Le déplacé est un habitant qui, par suite d'événements indépendants de sa volonté, se trouve obligé de quitter son lieu d'habitation pour un autre au sein de la même entité géopolitique (il ne quitte pas son pays).
- Le réfugié est un habitant chassé de force de son pays ou par suite des événements graves qui s'y sont produits. Un organe de l'ONU leur est spécialement dédié qui s'occupe exclusivement de leurs cas et s'appuie sur la convention de Genève du 28 juillet 1951.
- Le 4 septembre 2008, le Ministère géorgien de la Justice a enregistré 125.810 personnes déplacées,

*"contraintes de quitter leur domicile par les attaques et les bombardements russes, suivis de saccages à grande échelle, de destructions délibérées de propriétés civiles et de harcèlement de la population ethnique géorgienne en Ossétie du Sud, dans les régions adjacentes et en Haute Abkhazie."*¹⁶⁴

Le Haut Commissariat des Réfugiés, organe des Nations Unies, estime, quant à lui, à 128.000 le nombre de personnes déplacées en Géorgie par le conflit russo-géorgien d'août 2008.

En fait, le problème crucial des provinces sécessionnistes, Abkhazie comme Ossétie du Sud, est d'ordre démographique et économique : il est frappant de constater la différence entre l'Ossétie du Nord – où le chômage est faible – et l'Ossétie "géorgienne" du Sud. C'est aussi le sentiment que la population est ethniquement menacée qui sous-tend les poussées séparatistes de ces régions¹⁶⁵.

"Carte du chômage en Géorgie – comparaison avec les pays voisins" : voir carte p. 177

¹⁶³ Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 'Représentant du Secrétaire Général sur les personnes déplacées dans leur propre pays' <<http://www2.ohchr.org/french/issues/idp/faq.htm>> [consulté le 15 juin 2013].

¹⁶⁴ Mirian Méloua, '[Géorgie : 125 810 personnes déplacées suite au conflit russo-géorgien (septembre 2008) - COLISÉE]', 2008 <http://www.colisee.org/article.php?id_article=2616> [consulté le 16 octobre 2011].

¹⁶⁵ Nicu Popescu, 'Abkhazie, Ossétie du Sud. cruelle démographie «ACTURCA», 2007 <<http://acturca.wordpress.com/2007/01/18/abkhazie-ossetie-du-sud-cruelle-demographie/>> [consulté le 3 juillet 2012].

EN OSSÉTIE

La situation démographique est complexe. Au temps de l'Union Soviétique, l'Ossétie du Sud abritait environ 100.000 personnes. On n'y trouverait plus désormais que 35.000 à 40.000 Ossètes et 20.000 à 22.000 Géorgiens. En fait, personne ne connaît les chiffres réels. En outre, l'exode se poursuit. Selon Vakhtang Djikaev, conseiller du Président d'Ossétie du Sud,

"En sortant du lycée, un jeune a deux solutions : soit il entre dans l'administration, soit il part pour l'Ossétie du Nord, dans la Fédération de Russie. Ceux qui veulent travailler doivent émigrer."¹⁶⁶

Selon le Ministère géorgien de la Justice, l'Ossétie du Sud comptait 14.500 personnes d'ethnie géorgienne, 13.260 sont actuellement recensées comme personnes déplacées. Elles proviennent de Tighava (vallée du Frone), de Kurta (vallée du Didi Liakhvi) et d'Eredvi (vallée du Patara Liakhvi).

Le district d'Akhalgori faisait partie de la région soviétique d'Ossétie du Sud avec une population majoritairement géorgienne : 7.200 Géorgiens et 700 Ossètes. L'abandon de la citoyenneté géorgienne serait imposé au profit de la citoyenneté russe et l'expulsion serait pratiquée en cas de refus : 2.254 personnes déplacées seraient déjà dans ce cas selon le Ministère géorgien de la Justice.

EN ABKHAZIE

En 1992, l'Abkhazie fait sécession. Lors du dernier recensement soviétique de 1989, elle comptait un peu plus de 500.000 habitants (44% Géorgiens, 17% Abkhazes, 16% Russes et 15% Arméniens). La guerre est meurtrière. Dix mille morts sont dénombrés et les populations géorgiennes sont chassées en quelques jours. Environ 300.000 Géorgiens sont expulsés manu militari et seules sont restées, ou retournées chez elles, à peu près 42.000 personnes d'ethnie géorgienne dans le district de Gali, proche de la Géorgie

Il reste à peu près 100.000 Abkhazes et quelques dizaines de milliers de Russes et d'Arméniens pour peupler l'Abkhazie. C'est peu par rapport aux 500.000 habitants d'avant la guerre ! Mais les Abkhazes sont devenus majoritaires dans leur pays, et représentent

¹⁶⁶ Nicu Popescu.

actuellement 45 % de la population.

En quelques mois, le territoire "de fait" de la Géorgie s'est vu dans l'obligation d'accueillir non seulement quelques milliers de déplacés géorgiens fuyant l'Ossétie du Sud, mais surtout de 200 à 250.000 géorgiens fuyant l'Abkhazie : 575 refuges pour personnes déplacées sont ouverts en Géorgie, dont 458 à Tbilissi.¹⁶⁷

"Tableau des populations d'Abkhazie recensées de 1886 à 2003" : voir tableau p. 181

c - La diaspora géorgienne et la migration circulaire

En raison de la prospérité économique retrouvée, les autorités géorgiennes essaient de persuader les membres de la diaspora établis un peu partout dans le monde de revenir en Géorgie pour participer au renouveau du pays.

Il est malheureusement impossible de chiffrer cette diaspora, les Géorgiens n'obligeant pas leurs ressortissants à s'inscrire dans les consulats à leur arrivée. Elle situe dans une fourchette entre 1.015.000 et 1.400.000 ; les émigrants se sont établis surtout en Russie (entre 800 et 900 mille), en Israël (entre 75 et 80 mille), en Grèce (entre 150 et 300 mille). Les Géorgiens des États-Unis ne sont pas comptés parce qu'ils ont longtemps été considérés comme Russes.

Une forme de migration économique de plus en plus utilisée par les demandeurs d'emploi est la « *migration circulaire* » ; le Rapport de 2008 sur l'État de la Migration dans le Monde, de l'Organisation Internationale des Migrants, définit la migration circulaire comme

"le mouvement fluide de personnes entre pays, y compris le mouvement temporaire ou de long terme pouvant être profitable à tous ceux qu'il implique, s'il est volontaire et lié aux besoins de travail des pays d'origine et de destination".

Kathleen Newland et Dovelyn Agunias¹⁶⁸ complètent la définition en identifiant la migration circulaire comme étant :

" un cadre fluide, à long terme et continu, de mobilité humaine entre pays, lesquels

¹⁶⁷ Mirian Méloua, '[Géorgie : 125 810 Personnes déplacées suite au conflit russo-géorgien (septembre 2008) - COLISEE]'. [consulté le 14 août 2011]

¹⁶⁸ 'Circular Migration (Objet Application/pdf)' <<http://www.migrationpolicy.org/pubs/Insight-IGC-Sept08.pdf>> [consulté le 13 octobre 2012].

sont de plus en plus reconnus comme un seul espace économique".

Elles dénotent :

"un engagement continu dans le pays d'origine et le pays d'adoption et implique généralement tant le retour que la répétition."¹⁶⁹

Dans sa volonté de rapprochement avec l'Union Européenne, en vue de son intégration, la Géorgie poursuit une politique de mise aux normes européennes dans tous les domaines, compris celui de la migration. Dans une interview du 21 mai 2012, Guiorgui Baramidzé, vice-Premier Ministre chargé de l'intégration européenne et euro-atlantique, constate qu'il y a davantage de Géorgiens à revenir qu'à quitter le pays du fait de la croissance économique qui était de 7 % l'année passée. Depuis quatre ou cinq ans, il y a un taux de migration positif vers la Géorgie ; il ne faut donc pas s'attendre à une vague d'émigration vers l'Union Européenne. Par ailleurs, un accord sur la migration circulaire est négocié : les Géorgiens pourraient alors obtenir le droit de travailler en France pour une période de 4 ou 5 ans, l'objectif étant de leur permettre de se familiariser avec les standards européens relatifs au travail, aux affaires, et de revenir avec des connaissances linguistiques et professionnelles.¹⁷⁰

d - Une immigration encouragée mais peu nombreuse : l'exemple des fermiers Boers

Avant la chute de l'URSS, l'agriculture était extrêmement développée dans le pays, alors connu pour ses agrumes, ses vignes, ses noix et son thé. Mais au cours des sept dernières années, le taux de terres cultivées a diminué de 43%. L'imposition de la collectivisation à l'époque soviétique a entraîné une perte importante de savoir faire chez les paysans géorgiens qui se sont retrouvés sans plus aucune infrastructure. Et depuis l'indépendance en 1991, les exploitations collectives ont été morcelées en petites parcelles privatisées qui ont créé une agriculture de subsistance peu efficace. Et, comme résultat, la Géorgie importe actuellement

¹⁶⁹ Radio 1812, 'Migration circulaire – Une nouvelle forme de migration de main-d'œuvre temporaire ? | Radio 1812' <<http://www.radio1812.net/fr/migration-circulaire-%E2%80%93-une-nouvelle-forme-de-migration-de-main-d'oeuvre-temporaire%C2%A0>> [consulté le 9 juillet 2012].

¹⁷⁰ Louis-Antoine Le Moulec, '« nous voulons contribuer à la sécurité et ne pas être seulement consommateurs de sécurité » - Affaires-strategiques.info', 2012 <<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article6612>> [consulté le 9 juillet 2012].

près de 80% de ses denrées alimentaires, ce qui a un impact important sur l'inflation. Mais *"la Géorgie a un réel potentiel pour devenir un exportateur de produits agricoles : de fruits, de légumes, de viande et de bétail"*¹⁷¹, a déclaré l'expert David Chervachidzé.

Pour pallier cette carence, le ministre géorgien de la Diaspora en Afrique du Sud a proposé en 2010 aux fermiers sud-africains de venir s'installer dans le Caucase. Ils y apporteraient leurs compétences, leur expérience et leur technologie.

La proposition a reçu un écho favorable chez les paysans boers, pour deux raisons principales. L'une est le climat d'insécurité qui règne en Afrique du Sud (3.000 fermiers boers ont été assassinés depuis la fin de l'apartheid, en 1994), l'autre est la réforme agraire qui leur fait craindre d'être expropriés de leurs terres mises en valeur par leurs ancêtres. De plus, le Gouvernement géorgien leur a promis de faciliter leur insertion en Géorgie :

*"D'importants capitaux vont être investis dans le secteur agricole en Géorgie"*¹⁷²

avec ce nouveau projet, a indiqué le ministre de la Diaspora, Mirza Davitaïa, et par ailleurs les boers sont preneurs :

*"They can provide many employment opportunities and create rather large segment of economics that will enhance our budget. These people are seeking ways of diversification for the business. They are seeking ways to approach European and Asian market and it would be good if they transfer their agriculture to Georgia."*¹⁷³

En août 2010, Tbilissi signé un accord de coopération avec l'Organisation des fermiers d'Afrique du Sud, qui réunit 41.000 familles de Boers soit environ 150.000 personnes. Le 29 septembre, une quinzaine d'entre eux se sont rendus en délégation en Géorgie.¹⁷⁴

¹⁷¹ Stéphane@armenews.com, 'Nouvelles d'Arménie : des fermiers blancs sud-africains rêvent d'une nouvelle vie en Géorgie', 2011 <http://www.armenews.com/article.php3?id_article=72035> [consulté le 6 septembre 2011].

¹⁷² Stéphane@armenews.com, 'Nouvelles d'Arménie : ibid.

¹⁷³ Zaza Tsuladze, 'HUMANRIGHTS.GE', 2011 <<http://www.humanrights.ge/index.php?a=text&pid=12846>> [consulté le 8 juillet 2012].

¹⁷⁴ 'Des colons boers en Géorgie? - Le livre d'heures de Dom Bosco' <<http://www.dombosco.fr/article-des-colons-boers-en-georgie-61134625.html>> [consulté le 16 mai 2012].